Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 28 octobre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°752 ■

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Des facilitations pour l'obtention d'agréments aux investisseurs

P 16

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

L'Algérie mise sur la science et la technologie

L'Algérie aborde un tournant décisif dans la transformation de son agriculture. À l'heure où les défis du changement climatique, de la rareté de l'eau et de la croissance démographique s'intensifient, le pays mise sur la science, la technologie et l'innovation pour bâtir un modèle agricole durable et performant. C'est dans cet esprit qu'a été lancée hier la Conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture au Centre International des Conférences (CIC) d'Alger, sous la présidence du ministre Yacine El Mehdi Oualid. P 3

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre insiste sur l'accélération de la numérisation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a insisté sur la modernisation des activités du secteur et la numérisation des services, notamment ceux destinés au citoyen, indique un communiqué du ministère.

P 2

HYDROCARBURES

Les engagements du nouveau PDG de Sonatrach

Le nouveau Président Directeur Général de Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, a pris ses fonctions avant-hier avec une vision claire et une détermination sans faille pour moderniser le groupe et renforcer son rôle stratégique dans le secteur énergétique.

P 4

MODERNISATION DU TRANSPORT ET DES SERVICES PUBLICS

Les ministre Sayoud fixe de nouvelles priorités

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, au Palais du Gouvernement, une importante réunion-cadre avec les cadres centraux de son département. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation des performances du secteur ferroviaire, ainsi qu'à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques relatifs au transport maritime, aérien et terrestre, mais aussi à la gestion de l'eau et à la propreté publique.

P 5

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'A SOULIGNÉ

«L'université est devenue le moteur principal de la croissance économique» P 2

ÉNERGIE

Raccordement de 100 000 exploitations agricoles d'ici fin 2025 P 3

GRIPPE SAISONNIÈRE

Des spécialistes insistent sur l'importance de la vaccination P 5

ORAN

Avec la participation de 31 exposants

La première édition du salon international "Industry Grand Expo 2025" (IGE 2025), dédié aux fournisseurs de l'industrie, a ouvert ses portes, lundi, avec la participation de 31 exposants, nationaux et étrangers. Cette première édition, placée sous le thème "Innovation et normalisation : l'Algérie, hub industriel mondial", enregistre la participation d'exposants algériens et étrangers de plusieurs pays, comme l'Italie, la Turquie, la Tunisie et la Suisse, a indiqué le commissaire du salon, Abdeldjalil Sayah, dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture. Les exposants représentent plusieurs filières industrielles, dont le secteur pharmaceutique, l'agroalimentaire, la chimie, le textile, l'électronique, l'énergie et l'environnement, ainsi que le domaine des accessoires automobiles, a-t-il précisé. Organisé par AIR Group en partenariat avec Momentum, sur une durée de quatre jours, cet événement se veut un incubateur stratégique pour l'industrie nationale, visant à promouvoir l'innovation, la modernisation et la mise à niveau des entreprises industrielles conformément aux normes internationales, a-t-on souligné. IGE 2025 s'articule autour de quatre grands axes : l'innovation et les technologies de production, la normalisation et la qualité, la formation et le transfert de savoir-faire, ainsi que le soutien à la création de projets industriels, a-t-on ajouté. Un espace baptisé "Atelier Kick Factory" est dédié à l'accompagnement des projets innovants en vue de leur industrialisation, a fait savoir M. Sayah, ajoutant que 12 startups vont présenter leurs projets afin de trouver des partenaires industriels pour leur concrétisation. Des conférences thématiques seront organisées en marge de l'exposition, abordant des questions liées à l'automatisation, la digitalisation, la gestion de la production et l'industrie 4.0, animées par des experts nationaux et internationaux. Le salon comprend également l'organisation de la cérémonie "ILHAM AWARD", destinée à récompenser les industriels algériens les plus inspirants pour leurs initiatives et leur contribution au développement du secteur.

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre insiste sur l'accélération de la numérisation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a insisté sur la modernisation des activités du secteur et la numérisation des services, notamment ceux destinés au citoyen, indique un communiqué du ministère.

Synthèse Selma R.

Lors d'une séance de travail et de coordination, qu'il a présidée avant-hier au siège du ministère, en présence de l'ensemble des cadres de l'administration centrale, M. Saihi a souligné que ces réunions périodiques s'inscrivaient dans le cadre d' «une approche méthodique visant à suivre la mise en œuvre des principales activités et réalisations du secteur au profit des citoyens, et à examiner les questions urgentes nécessitant la conjugaison de tous les efforts, en vue d'apporter des solutions concrètes et efficaces, et assurer ainsi une meilleure coordination entre les structures du secteur».
Après avoir écouté des exposés présentés par les cadres du secteur sur le niveau d'exécution des différents programmes et mesures prises pour le traitement des dossiers relevant du ministère, le ministre a donné un ensemble d'instructions et d'orientations sur «la nécessité de considérer le service du citoyen comme une priorité absolue dans le programme de travail du secteur».
Il a, en outre, mis l'accent sur «la nécessité de renforcer la coordination entre les différentes structures centrales et locales afin d'assurer une réponse immédiate aux préoccupations des citoyens», et «de suivre les activités des organismes sous tutelle, avec l'obligation pour tous les services de veiller à la qualité de l'accueil et à la prise en charge rapide et efficace des dossiers», outre «la mise en place de mécanismes d'évaluation et de suivi régulier de la performance en vue de garantir l'efficacité du service public».
Il a également insisté sur «la nécessité d'accélérer la numérisation de l'ensemble des services destinés au citoyen et la transition complète vers les services électroniques pour réduire les déplacements inutiles des citoyens, à travers l'élargissement des services à distance», appelant les cadres à «coordonner les efforts avec les autres secteurs ministériels pour l'interopérabilité des plateformes numériques et l'échange instantané des données».
Par ailleurs, le ministre a mis en exergue la nécessité d'un «suivi rigoureux du traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, tout en veillant à l'accélération des procédures et au renforcement de la médiation entre les jeunes et les entreprises économiques». Il a, à ce titre, appelé les cadres à «intensifier les rencontres de terrain et de proximité avec les entreprises économiques, afin d'identifier les offres d'emploi disponibles et de permettre aux jeunes d'accéder à des postes adaptés à leurs qualifications et domaines, en vue de renforcer la dynamique économique du pays».
Le ministre a, en outre, émis des instructions portant sur «l'élaboration d'un programme d'action à court et moyen terme», axé sur «l'amélioration de la qualité du service public, la généralisation de la numérisation, la prise en charge efficace des citoyens, et la garantie de leurs droits légitimes dans le cadre de la législation et de la règlementation en vigueur».

AIR ALGÉRIE

Rencontre à Oran avec les représentants des agences touristiques

La Direction régionale de la compagnie aérienne nationale Air Algérie a organisé, à Oran, une rencontre avec les représentants des agences de voyages pour examiner les moyens de développer la coopération, indique lundi un communiqué de la compagnie. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du "renforcement des relations entre le transporteur public et ses partenaires dans le domaine du tourisme et des voyages, à travers la prise en charge de leurs préoccupations et l'examen des moyens de développer la coopération", selon le communiqué. Air Algérie entend, à travers cette initiative, "consacrer une culture d'interaction directe avec ses partenaires", "poursuivre ses efforts visant à améliorer la qualité de ses services et à développer les compétences au service des clients". Lors de cette rencontre, un accord de coopération a été signé entre la Direction régionale et Amadeus Algérie, pour la formation des cadres commerciaux, et le développement de leurs compétences techniques en matière de systèmes de réservation et de gestion en ligne des vols, conclut la même source.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'A SOULIGNÉ

«L'université est devenue le moteur principal de la croissance économique»

Par R E.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé depuis la wilaya de Bordj Bou Arreridj que l'université algérienne est devenue «le moteur principal de la croissance économique» à travers les start-ups que créent ses diplômés et «contribuent à la diversification de l'économie nationale».
Dans son allocution à l'amphithéâtre de l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi dans le cadre de sa visite à la wilaya, le ministre a souligné l'intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, ayant fait de l'université «le cœur battant et le moteur principal de l'économie nationale». Il a estimé que l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi constitue un modèle de ce succès puisque ses étudiants sont parvenus, a-t-il noté, «en une seule année à créer 58 micro-entreprises économiques et start-ups outre 38 projets innovants susceptibles d'être transformés en start-ups et trois entreprises activant localement».
Le ministre a affirmé que «l'étudiant algérien contribue avec force à l'objectif de créer 20.000 start-up d'ici 2029 et détient désormais une place sur le marché algérien par la valeur ajoutée qu'il apporte», ajoutant : «nous avons trouvé à l'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi des ingénieurs innovants, un laboratoire de recherche et des projets innovants de haut niveau qui ont dépassé le stade de la science et de l'apprentissage à celui de la production et de la concrétisation des idées».
Le ministre a entamé sa visite dans la wilaya par l'inauguration de l'annexe de l'école normale supérieure (ENS) baptisée du nom du "moudjahid professeur Djamel Kenan" avant de visiter une exposition tenue au hall de l'université sur les projets de start-up et micro-entreprises en activité. Il a également la mise en service à distance de la table d'anatomie électronique de l'université d'Adrar qui et un projet algérien de la première table d'anatomie au profit des sciences médicales présentant un taux d'intégration de 70 % développé en partenariat par l'université de Saïda, une start-up et une usine algérienne. Au terme de sa visite, le ministre a honoré des enseignants qui se sont distingués par leurs travaux de recherche à dimension mondiale ainsi que les étudiants lauréats de concours culturels, scientifiques et sportifs.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

L'Algérie mise sur la science et la technologie

L'Algérie aborde un tournant décisif dans la transformation de son agriculture. À l'heure où les défis du changement climatique, de la rareté de l'eau et de la croissance démographique s'intensifient, le pays mise sur la science, la technologie et l'innovation pour bâtir un modèle agricole durable et performant. C'est dans cet esprit qu'a été lancée hier la Conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture au Centre International des Conférences (CIC) d'Alger, sous la présidence du ministre Yacine El Mehdi Oualid.

Par Adem A.

Dès l'ouverture des travaux, le ministre a donné le ton : « Notre ambition est de bâtir une Algérie capable de nourrir 65 millions d'habitants et de devenir un leader régional dans les cultures sahariennes et les technologies hydriques ».
Pour lui, la modernisation du secteur repose sur un triptyque essentiel : la recherche scientifique, la digitalisation et l'efficacité hydrique. « La sécurité alimentaire ne peut être atteinte que par la science et la connaissance », a-t-il insisté, appelant à un changement profond dans les pratiques et les mentalités. La transition numérique du secteur agricole est considérée comme le levier central de la modernisation du monde rural. Le ministre de l'Agriculture, Yacine El Mehdi Oualid, a annoncé à cette occasion que huit ateliers seront consacrés à l'examen des voies et moyens de la numérisation du secteur agricole. Ces travaux devront permettre d'explorer les différentes dimensions de cette mutation technologique : de la mécanisation et de la modernisation du matériel agricole à la mise en place d'un système d'information intégré capable de suivre en temps réel la production et les ressources. Ils aborderont également la gestion numérique du foncier et des exploitations, la réforme institutionnelle du ministère, la transition numérique des marchés, ainsi que la question du financement et de la couverture sociale des agriculteurs. L'ensemble vise à créer un écosystème agricole connecté où la planification des cultures s'appuiera sur les outils de l'intelligence artificielle et sur une meilleure gouvernance des données. Selon le ministre, « la technologie ne doit plus être un luxe, mais un outil quotidien dans les champs algériens ». Le numérique, a-t-il ajouté, « permettra de connecter l'agriculteur, le chercheur et l'administration dans une même dynamique de performance et de transparence ».

Céréales : vers un rendement de 35 quintaux à l'hectare

Au cœur de la transformation visée par le secteur figure également une « véritable révolution » dans la gestion de l'eau, à travers l'augmentation du recours à l'irrigation goutte-à-goutte et à l'utilisation des eaux usées traitées en agriculture », a souligné M. Oualid, précisant que seulement 7 % des 100 milliards de mètres cubes de précipitations annuelles sont actuellement exploités.
Concernant la filière céréalière, le ministre a indiqué que l'objectif est de porter le rendement moyen à 35 quintaux à l'hectare au cours des cinq prochaines années, un objectif « réalisable grâce à l'utilisation de semences améliorées à haut rendement, au recours à l'agriculture de précision, aux technologies d'intelligence artificielle et à l'amélioration de la fertilité des sols à travers des programmes scientifiques rigoureux ».
Concernant l'agriculture saharienne, le ministre a mis en avant les superficies exploitables estimées à un million d'hectares pour les cultures stratégiques, ainsi que les importantes réserves en eaux souterraines, qualifiant cette agriculture de « réservoir stratégique de la sécurité alimentaire nationale ». Il a également évoqué le potentiel agricole des Hauts Plateaux, où son département a recensé près de 20 millions d'hectares propices au pâturage et à la culture fourragère, en plus d'un fort potentiel pour le développement des cultures sous serre alimentées par l'énergie solaire. Selon le ministre, l'ensemble de ces facteurs confère à l'Algérie les moyens de devenir « une puissance agricole régionale à part entière ». Il a indiqué que l'ambition, pour les années à venir, est d'investir massivement, notamment dans les wilayas du Sud, afin d'assurer la sécurité alimentaire d'une « Algérie de 65 millions d'habitants », d'accroître les exportations agricoles et de consolider « un modèle agricole intelligent et durable, faisant de l'Algérie une puissance régionale dans les industries agroalimentaires à haute valeur ajoutée ».
Installation du Conseil scientifique national pour la sécurité alimentaire
En parallèle de ces travaux, le ministre de l'Agriculture et son homologue de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, ont procédé à l'installation du Conseil scientifique national pour la sécurité alimentaire, présidé par Amar Azzion, directeur du Centre de recherche en biotechnologie de Constantine. Ce conseil, composé de 34 chercheurs et experts, accompagnera la modernisation du secteur agricole à travers la recherche, l'innovation et la formation scientifique. Amar Azzion a affirmé que « les universités et les centres de recherche doivent être le socle scientifique de la nouvelle agriculture algérienne », soulignant que les défis climatiques exigent désormais des solutions fondées sur la science.

ÉNERGIE

Raccordement de 100 000 exploitations agricoles d'ici fin 2025

Par S R.

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a affirmé, hier à Alger, que le programme national de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique permettra, d'ici la fin de l'année en cours, de couvrir 100 000 exploitations à travers le pays depuis son lancement en 2022.
Il a également mis en avant les efforts déployés par le secteur ces dernières années pour raccorder les zones industrielles et les zones d'activités à l'énergie, tout en améliorant continuellement les taux de couverture en électricité et en gaz au profit des citoyens.
S'exprimant lors d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à la présentation du budget du secteur dans le cadre du projet de loi de finances 2026, Adjal a précisé que 95 286 exploitations agricoles ont été raccordées depuis le lancement de l'opération en 2022, ajoutant que les travaux se poursuivent afin de raccorder les exploitations restantes, notamment dans les régions du Sud, pour dépasser les 100 000 exploitations raccordées d'ici la fin de l'année.
Devant les membres de la Commission du budget de l'APN, le ministre a ajouté que le secteur continue de soutenir les activités économiques par l'approvisionnement en énergie, contribuant ainsi à la création d'emplois et de richesses. À ce titre, 43 zones industrielles ont été raccordées à l'électricité, 29 zones industrielles au gaz, 100 zones d'activités à l'électricité et 71 zones d'activités au gaz, précisant que l'opération se poursuit en coordination avec les ministères concernés afin de raccorder le reste des zones industrielles et d'activités, dans le but de soutenir les investisseurs.

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Ce que recommandent des experts

Par M. A.

Face aux défis du climat, de la rareté de l'eau et de la dépendance alimentaire, l'Algérie accélère la modernisation de son agriculture pour bâtir une sécurité alimentaire durable. Lors de leurs passages à la radio nationale, le professeur Brahim Mouhouch, membre du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, et le professeur Tarik Hartani, directeur de l'École nationale supérieure agronomique, ont livré une analyse claire de la situation et esquissé les grandes orientations de la mutation agricole nationale.
L'Algérie reste tributaire des importations pour une grande partie de ses besoins de base. « Nous dépendons à 80 à 90 % pour le blé tendre, alors que nous sommes proches de l'autosuffisance en blé dur, ce qui prouve que le potentiel existe mais que la méthode doit évoluer », a expliqué le professeur Brahim Mouhouch. La consommation annuelle de céréales atteint 90 millions de quintaux, et l'huile (hors huile d'olive), le sucre et le lait restent massivement importés. « Nous importons pratiquement 100 % de notre sucre, soit 32 kg par habitant et par an, et près de 80 % de notre lait », a-t-il ajouté. Les légumineuses suivent la même tendance, accentuant la vulnérabilité du pays face aux crises extérieures. Pour y remédier, l'expert a plaidé pour une approche scientifique : « Le salut viendra de la rationalisation de l'eau, de la maîtrise des rendements et de l'industrialisation de l'agriculture ».
Dans un pays à 87 % désertique, l'eau demeure la clé de toute stratégie agricole. L'Algérie a déjà investi lourdement pour sécuriser cette ressource, notamment avec la construction de 19 stations de dessalement en 15 ans, représentant un coût d'environ 600 millions de dollars chacune, et six autres sont prévues avant 2030. Le professeur Mouhouch a insisté sur l'importance de l'efficacité hydrique : « Certains pays consomment deux fois moins d'eau que nous pour les mêmes cultures. Cela prouve que la technologie et le savoir-faire peuvent remplacer la quantité par la précision ». Dans ce contexte, l'agriculture saharienne apparaît comme le nouvel horizon. Les nappes profondes du Sahara, partagées avec la Libye et la Tunisie, recèlent près de 50 000 milliards de m³ d'eau, dont 70 % sont situés en territoire algérien. Ces réserves peuvent soutenir la culture du blé tendre, des oléagineux, du sucre, du lait et des légumineuses.
La modernisation du secteur est désormais une priorité nationale. L'Algérie compte 8,5 millions d'hectares de surface agricole utile, soit seulement 3 % du territoire. Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas tant d'étendre les surfaces que d'améliorer les rendements, aujourd'hui très variables. Pour y parvenir, les deux experts ont plaidé pour l'introduction massive de la numérisation, de la mécanisation et de l'intelligence artificielle agricole. « La révolution numérique dans l'agriculture doit commencer par un inventaire rigoureux : terres, machines, eau, main-d'œuvre », a expliqué Tarik Hartani. Il a ajouté : « Les algorithmes prédictifs et les outils de modélisation climatique permettront de planifier les cultures, d'économiser l'eau et d'anticiper les aléas du climat ». Le recours à l'irrigation de précision (goutte-à-goutte et irrigation souterraine) est déjà encouragé, et la numérisation foncière, promise par le Président de la République avant fin 2025, doit lever les freins administratifs pour attirer les investisseurs.
Aujourd'hui, le secteur agricole assure environ 75 % des besoins alimentaires nationaux et contribue à 14 % du PIB, avec un objectif à moyen terme de 20 à 25 %. Mais la modernisation passe aussi par la transformation agro-industrielle, afin d'éviter les pertes massives observées sur les fruits et légumes. « On jette encore des tonnes d'oignons et de fruits par manque d'unités de transformation et de stockage. C'est là que réside la valeur ajoutée perdue », a regretté le professeur Mouhouch. De plus, les recherches agronomiques doivent contribuer à l'autonomie en semences locales. « Nos chercheurs développent des variétés adaptées au climat algérien, mais il faut 3 à 5 ans pour valider une nouvelle semence », a souligné le professeur Hartani, insistant sur la nécessité d'un soutien institutionnel durable. Enfin, la modernisation de l'agriculture ne vise pas seulement la productivité, mais aussi la durabilité.

FINALISATION ET EXPLOITATION DU PROJET DE FER ET D'ACIER D'OULAD MOUSSA

Signature d'un protocole d'accord entre SNS et la BADR

La Société Nationale de Sidérurgie (SNS) et la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) ont signé, ce lundi, un protocole d'accord portant sur la finalisation et l'exploitation du projet de fer et d'acier d'Oulad Moussa (wilaya de Boumerdès), au siège de la SNS à Alger, indique la société dans un communiqué.

Le protocole a été signé par M. Adel Kheman, Président Directeur Général de la Société Nationale de Sidérurgie, et M. Mohand Bourai, Directeur Général de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural, en présence de hauts responsables des deux institutions. Ce protocole vise à unir les efforts des deux institutions pour relancer et exploiter ce projet industriel majeur, ce qui contribuera à renforcer la production nationale d'acier, à créer de nouveaux emplois et à valoriser les ressources minérales locales, précise la même source.

Cette signature représente une nouvelle étape vers un partenariat efficace entre le secteur industriel et le secteur financier public, dans le cadre d'une vision nationale visant à atteindre la souveraineté industrielle et économique, tout en renforçant le rôle central de l'industrie minière dans le processus de développement économique du pays. Cette coopération entre la Société Nationale de Sidérurgie et la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural « reflète la volonté commune de soutenir des projets de production à forte valeur ajoutée et de contribuer à la renaissance industrielle que connaît l'Algérie sous la direction de M. le Président de la République».

HYDROCARBURES

Les engagements du nouveau PDG de Sonatrach

Le nouveau Président Directeur Général de Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, a pris ses fonctions avant-hier avec une vision claire et une détermination sans faille pour moderniser le groupe et renforcer son rôle stratégique dans le secteur énergétique. « Nous devons renforcer Sonatrach, investir dans les énergies renouvelables et propres, et favoriser l'innovation dans les domaines de la recherche et du développement. Mais surtout, notre priorité absolue reste de garantir la sécurité énergétique nationale et de maintenir la compétitivité de l'Algérie sur le marché international », a-t-il déclaré lors de la cérémonie de son installation.

À cette occasion, indique le groupe dans un communiqué, M. Daoudi a exprimé pleinement sa conscience des honneurs et des grandes responsabilités liés à cette fonction, ainsi que des multiples défis qui l'accompagnent, notamment dans un contexte marqué par de profonds changements dans le secteur de l'énergie à l'échelle mondiale et régionale.

Dans ce même esprit, le nouveau Président Directeur Général s'est engagé, aux côtés de tous les cadres et employés, à œuvrer à la construction d'une entreprise plus forte et plus flexible, ouverte sur de nouveaux horizons, confiante pour l'avenir, grâce à des investissements dans les énergies renouvelables et propres, à l'innovation dans les domaines de la recherche et du développement, et à l'amélioration de la compétitivité de Sonatrach.

Il a également souligné que le capital humain représente la plus grande richesse de Sonatrach. M. Daoudi a également profité de cette occasion pour exposer sa vision pour l'avenir de Sonatrach, une entreprise leader tant au niveau régional qu'international, capable de garantir la sécurité énergétique nationale, d'augmenter la position de l'Algérie sur la scène internationale, tout en respectant les valeurs de durabilité, de responsabilité environnementale et sociale.

Lors de la cérémonie d'installation, le Ministre d'État, Ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a exprimé sa confiance en M. Daoudi, soulignant que cette nomination intervient dans un contexte national marqué par une dynamique renouvelée dans le secteur des hydrocarbures et des mines, fidèle à la vision stratégique du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune.

M. Arkab a précisé que « cette nomination est un choix stratégique pour renforcer Sonatrach, une entreprise clé pour l'Algérie, afin de relever les défis économiques, énergétiques et industriels à venir ».

Le ministre a ajouté que les enjeux actuels sont nombreux, mais que Sonatrach doit jouer un rôle central dans l'attenite de l'autosuffisance énergétique du pays et dans le développement de projets innovants en matière d'exploration, de production et de transition énergétique.

Pour rappel, M. Noureddine Daoudi est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur d'État en géologie obtenu en 1987 à l'Université des Sciences et Technologies Houari Boumediene à Alger.

Il a rejoint la société nationale Sonatrach en 1988, un an après l'obtention de son diplôme, où il a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de la Direction de l'exploration. Il a supervisé l'exécution de grands programmes stratégiques dans le domaine de la prospection et a contribué à l'introduction de nouvelles approches techniques et scientifiques pour améliorer les performances et accroître les connaissances géologiques.

En 2018, il a été nommé Directeur du Département Exploration, poste qu'il a occupé jusqu'à fin 2019, avant d'être nommé en avril 2020 Président de l'Agence Nationale de Valorisation des Ressources Hydrocarbures (Alnif) jusqu'en juin 2023, où il a dirigé un processus de réforme et de modernisation complète, comprenant le développement de nouvelles méthodes de gestion, la consolidation des principes de transparence et d'efficacité, et l'amélioration du climat d'investissement dans le secteur des hydrocarbures.

LOGEMENT

Le ministre reçoit des membres du Parlement représentant la wilaya d'In Guezzam

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi a reçu, dimanche à Alger, des membres des deux chambres du Parlement représentant la wilaya d'In Guezzam, avec lesquels il a examiné les préoccupations des citoyens de cette wilaya ainsi que l'état d'avancement des programmes de développement relevant du secteur, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre s'est déroulée en présence des deux membres du Conseil de la nation, Ahmed Chitou et Mohamed Chitou, ainsi que des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdallah Khenissi, Mohamed Mansouri et Kada Kerbadou, lesquels ont présenté un exposé global sur la situation des projets et les besoins locaux liés au secteur, notamment l'accélération de la réalisation des deux hôpitaux des communes d'In Guezzam et de Tinzaouatine, en plus du renforcement de la wilaya par un quota supplémentaire de logements sociaux et ruraux, précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a mis en avant "l'intérêt particulier et constant qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au développement des wilayas du Sud et à la promotion de leurs infrastructures", affirmant que son secteur "s'emploie, dans ce cadre, à placer le citoyen au centre de ses priorités de développement, au vu des spécificités géographiques de ces wilayas et de leur besoin crucial d'un soutien accru dans les domaines de l'habitat, des équipements et de l'aménagement du territoire". S'agissant des préoccupations soulevées, M. Belaribi a décidé de renforcer la wilaya d'In Guezzam par un quota de logements soit 3000 aides pour le logement rural et 250 logements publics locatifs, tout en autorisant les bénéficiaires des aides du logement rural à entamer la construction de leurs habitations avant la fin des travaux d'aménagement. Le ministre a également décidé de "simplifier les procédures administratives relatives aux dossiers du logement rural, ce qui permettra de débloquer rapidement les aides financières au profit des bénéficiaires".

Il a en outre ordonné la réalisation d'une étude afin de trouver une solution provisoire pour le raccordement du projet de 450 logements publics locatifs aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, dans l'attente de la mise en œuvre d'une solution définitive pour le raccordement des conduites d'eau potable", selon la même source.

Quant aux deux hôpitaux M. Belaribi a affirmé que "la procédure de transfert de leur gestion du portefeuille du ministère de la Santé vers celui de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, est en cours", tout en assurant "qu'il suit personnellement ce dossier afin de garantir l'achèvement des travaux", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

MODERNISATION DU TRANSPORT ET DES SERVICES PUBLICS

Les ministre Sayoud fixe de nouvelles priorités

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, au Palais du Gouvernement, une importante réunion-cadre avec les cadres centraux de son département. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation des performances du secteur ferroviaire, ainsi qu'à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques relatifs au transport maritime, aérien et terrestre, mais aussi à la gestion de l'eau et à la propreté publique.

Par Réda Hadi

En ouverture de la réunion, le ministre a insisté sur la nécessité de remédier « sans délai » aux lacunes enregistrées sur certaines lignes ferroviaires, marquées par des retards et diverses pannes techniques. Il a souligné l'importance d'offrir aux citoyens un service fiable et conforme aux standards de qualité attendus. M. Sayoud a également mis l'accent sur le transport de marchandises, qu'il considère comme un levier essentiel pour la compétitivité économique nationale. Il a appelé à une amélioration du rythme de ce transport, à une meilleure gestion des flux et à une rentabilité accrue de l'entreprise ferroviaire publique.
Parmi les instructions données figurent le renforcement de la surveillance dans les gares et aux passages à niveau pour lutter contre les comportements inciviques qui nuisent à la sécurité et provoquent des incidents techniques. À cet effet, le ministre a évoqué la possibilité de déléguer certains services de sécurité à des institutions spécialisées, selon un cahier des charges précis définissant clairement les responsabilités.
Il a salué par ailleurs, les résultats obtenus durant la saison estivale grâce à la réintégration de sept trains « Coradia » après leur réhabilitation, ayant permis d'améliorer la desserte de plusieurs lignes régionales. Le ministre a ordonné d'accélérer la remise en service des trains restants afin d'assurer leur intégration rapide dans le réseau national.
Poursuivant son intervention, M. Sayoud a rappelé la poursuite de la réforme du transport ferroviaire de marchandises, notamment sur le plan managérial et structurel. Il a encouragé une évaluation continue des indicateurs économiques, la modernisation des infrastructures et la consolidation des activités de maintenance.
Comme il a également salué les efforts déployés pour lutter contre le désensablement des voies ferrées dans les wilayas du Sud. Grâce à une meilleure planification et à la mobilisation des équipes techniques, aucun voyage n'a été annulé depuis le début de l'année 2025, contre plus d'un millier de cas enregistrés chaque année avant 2022. Cette amélioration, a-t-il noté, constitue « un succès tangible » à préserver. M. Sayoud a, par ailleurs, insisté sur l'importance de recourir à des expertises qualifiées et d'impliquer davantage les start-up et les jeunes porteurs de solutions technologiques dans la résolution des problématiques techniques du secteur.

Transport maritime : efficacité et ouverture commerciale

La deuxième partie de la réunion a porté sur le développement du transport maritime de biens et de marchandises. Les participants ont passé en revue la situation de la flotte nationale, exploitée par la Société « Kenan Algérie », ainsi que l'évolution de ses indicateurs de gestion. En ce sens, il a donné des directives précises pour renforcer l'efficacité de cette entreprise, insistant sur le suivi rigoureux des travaux d'entretien et de réhabilitation des navires, et sur l'analyse de leur rentabilité économique.
Il a appelé à « élargir les horizons commerciaux » de la société, en adéquation avec la dynamique économique nationale, et à renforcer la coordination avec le ministère du Commerce extérieur et le Conseil algérien de renouveau économique (CARE).
Dans le même contexte, M. Sayoud a plaidé pour une meilleure coordination entre les acteurs des infrastructures portuaires. Il a exhorté à moderniser les installations de chargement, de déchargement et de stockage afin d'assurer la fluidité des chaînes logistiques, de maîtriser les coûts et d'améliorer la compétitivité à l'import et à l'export.
La réunion a également abordé le projet de développement et de modernisation de l'aéroport international d'Alger, ainsi que les actions en cours pour améliorer les services offerts aux voyageurs.
Le ministre a évoqué, à ce titre, le suivi de l'importation de 10 000 bus destinés au renouvellement de la flotte nationale de transport terrestre. Il a insisté sur la nécessité de revoir les normes de qualité du service, notamment dans les zones urbaines et périurbaines, pour garantir un transport sûr, propre et accueillant.
Enfin, M. Sayoud a rappelé la responsabilité des collectivités locales dans le suivi des projets liés à l'approvisionnement en eau potable, à la réhabilitation des réseaux de distribution et à la modernisation des installations de stockage. Il a également réitéré ses instructions concernant la propreté publique, invitant à intensifier les contrôles sur le terrain.
Le ministre a annoncé, à ce propos, la tenue prochaine d'une réunion dédiée à la présentation des résultats des inspections inopinées menées dans plusieurs wilayas, dans le cadre de la campagne nationale pour l'amélioration de l'hygiène environnementale.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Des spécialistes insistent sur l'importance de la vaccination

Par R E.

Des professionnels de la santé publique ont insisté, lundi à Alger, sur l'importance de la vaccination contre la grippe saisonnière, étant le moyen le plus efficace pour éviter les complications graves que cette affection pourrait entraîner, notamment chez les personnes vulnérables et les malades chroniques.
Lors d'une journée d'information et de sensibilisation sur la grippe saisonnière, organisée par l'Institut national de la santé publique (INSP), en concomitance avec le lancement de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière (2025/2026), le Directeur général de l'Institut, M. Abderrezak Bouamra, a expliqué que cette rencontre vise à sensibiliser à l'importance de la prévention contre cette maladie, notamment pour les catégories vulnérables (personnes âgées de plus de 65 ans, ou les bébés de moins de 6 mois), ainsi que pour les personnes souffrant d'obésité ou de maladies chroniques telles que le diabète, outre les femmes enceintes et le personnel de santé.
Il a, à cet égard, rappelé, que la grippe atteint son pic durant la période allant de fin décembre à début janvier, d'où l'importance, a-t-il dit, de la vaccination précoce pour réduire le nombre de malades et protéger la société, notant que «deux (2) millions de doses de vaccin ciblant les souches virales les plus répandues, ont été assurées».
De son côté, le spécialiste en immunologie, Pr Kamel Djenouhat, a mis en garde contre le risque de propagation de la maladie, lié aux déplacements, rappelant que «la prévention dans la médecine moderne est le meilleur moyen d'éviter les risques de toute maladie, d'où la nécessité de se faire vacciner dès le début de la saison afin de se protéger contre toute complication éventuelle et d'éviter la prise inappropriée d'antibiotiques».
Il a cité les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indiquant que 3 à 5 millions de cas graves ont été enregistrés dans le monde et qu'entre 290 000 et 650 000 personnes sont décédées en raison de problèmes respiratoires dus à la grippe.

GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

La stratégie nationale passée en revue

Par R E.

"La stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes : de la vision à la mise en œuvre", a été le thème d'un colloque scientifique organisé lundi à l'Université des Frères Mentouri (Constantine 1), avec la participation d'experts et de chercheurs dans les domaines de la géologie, du génie parasismique et de l'urbanisme, venus d'Algérie et de plusieurs pays du bassin méditerranéen. Cette stratégie représente "une transformation majeure dans la manière d'aborder les risques naturels", visant à passer d'une approche réactive, centrée sur la gestion post-catastrophe, à une approche proactive axée sur la prévention et la réduction des facteurs de vulnérabilité, ont souligné les participants au colloque international sur "les risques sismiques, l'urbanisation et la résilience dans le bassin occidental de la Méditerranée (SUREMED 2025)", qui se poursuivra jusqu'à mercredi. Ils ont indiqué que la nouvelle phase de mise en œuvre de cette stratégie repose sur le renforcement de la résilience communautaire et institutionnelle, à travers l'intégration de la gestion des risques dans les politiques publiques de développement local et d'aménagement urbain.
Ils ont également souligné que les autorités concernées en Algérie œuvrent à développer les systèmes d'alerte précoce, à améliorer les normes de construction et à actualiser les cartes géologiques et sismiques, en coordination avec les institutions scientifiques et universitaires.
Des experts ont estimé que la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes constitue un cadre de référence essentiel pour la promotion de la culture de prévention et de préparation, en cohérence avec les engagements internationaux de l'Algérie dans le cadre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030), qui fait de la réduction des risques une priorité nationale. Ils ont précisé que la prochaine étape sera déterminante pour traduire cette vision en actions concrètes, à travers des projets opérationnels et des programmes de formation sectoriels.
Les enseignants-chercheurs ayant pris part aux débats ont, pour leur part, souligné que "la coopération entre les centres de recherche et les autorités locales constitue l'un des piliers de la réussite de cette nouvelle approche", notant que l'échange de données scientifiques et techniques entre les acteurs concernés contribue à améliorer la capacité de prévision et à réduire les impacts sur les populations.
Dans le même contexte, plusieurs intervenants ont insisté sur la "valorisation de la recherche scientifique dans le domaine de la gestion des catastrophes naturelles" par la formation de compétences spécialisées et le développement de solutions technologiques innovantes, notamment à travers la numérisation, l'intelligence artificielle (IA) et la télédétection, en particulier dans les villes connaissant une expansion urbaine rapide. Les participants ont également appelé à intégrer le concept de résilience urbaine dans les plans d'aménagement et d'urbanisme, tout en associant les collectivités locales et la société civile aux programmes de sensibilisation et de prévention des risques naturels, affirmant que la prévention est une responsabilité collective nécessitant une coordination permanente entre les différents secteurs.
A noter que ce colloque international est organisé en partenariat entre le Centre de recherche en aménagement du territoire de Constantine (CRAT), le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), ainsi que les universités des Frères Mentouri (Constantine 1) et Salah Boubnider (Constantine 3), à l'occasion du 40e anniversaire du séisme de Constantine (1985).

CONSTANTINE

Le 3e salon international du digital et TIC le 4 novembre prochain

Le 3ème salon international du digital et technologies de l'information et de la communication, "ConstanTIC", se tiendra du 4 au 6 novembre prochain à Constantine, a-t-on appris dimanche auprès du commissaire du salon, Mohamed Sifeddine Salhi. Cette manifestation verra la participation de nombreux hommes d'affaires, d'instances d'accompagnement, des établissements de financement des innovations de jeunes dont le Fonds national de financement des start-up et des organismes du domaine du digital et de l'innovation dont l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique, du Groupement algérien des acteurs du numérique en plus des banques et compagnies d'assurance, a ajouté le même intervenant également directeur de l'entreprise Media Smart, initiatrice du salon.
Le salon qui se tient à l'hôtel Marriott sous l'égide du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et du wali de Constantine comporte dans son premier axe un salon professionnel dédié aux projets innovants dont les centrales électriques intelligentes avec la participation du Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergétique ainsi qu'à l'intelligence artificielle, la santé numérique, l'efficience énergétique, la réalité virtuelle et les mégadonnées. Le second axe sera réservé aux conférences scientifiques autour des thèmes de la 5G, la cybersécurité, le cloud computing, le business leadership, l'inclusion numérique et la déontologie numérique, animées par des chercheurs et experts nationaux et étrangers. La rencontre verra également une large participation à l'exposition et aux conférences des incubateurs dont Algeria Venture du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, des deux incubateurs des universités "Frères Mentouri" et "Abdelhamid Mehri" de Constantine et des incubateurs privés. Selon les organisateurs, le salon devra attirer plus de 8.000 visiteurs et professionnels constituera un évènement technologique majeur en Algérie qui unit les deux aspects scientifique et économique et concrétise l'orientation de l'Etat vers la consolidation de la transition numérique et l'appui à l'économie de la connaissance.

NÂAMA

Réception du projet de la ligne ferroviaire Nâama-El Bayadh avant la fin de l'année en cours

Le projet de la ligne ferroviaire reliant les wilayas de Nâama et El Bayadh devrait être entièrement réceptionné, avant la fin de l'année en cours, selon les explications fournies dimanche à Nâama par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), à l'occasion de la visite de travail et d'inspection du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui.

Le directeur central de l'Agence, Noureddine Rahal, a présenté des explications concernant ce tronçon long de 130 km, lors de l'inspection par le ministre d'une section du projet reliant Mecheria (Nâama) à la wilaya d'El Bayadh (35 km), dont les travaux sont "à leurs dernières étapes".
M. Djellaoui a souligné que cette ligne représente un atout d'une grande importance, constituant un axe stratégique reliant Nâama à El Bayadh, et qu'elle sera ultérieurement connectée à deux nouvelles lignes actuellement en phase d'étude : Aflou–Djelfa (250 km) et Bougtob–Saïda (200 km).
Il a également mis en avant le rôle de cette ligne ferroviaire dans le soutien au développement local, l'attraction des investissements, l'allègement du trafic routier et la dynamisation de l'économie régionale, en lien avec la mise en service d'unités industrielles et productives, ainsi que la concrétisation de grands projets agricoles dans les filières stratégiques.
Selon les précisions de M. Rahal, la section Mecheria–El Bayadh a été conçue pour des trains circulant à 220 km/h pour le transport de voyageurs et 80 km/h pour le fret.
Les entreprises chargées de sa réalisation ont achevé la pose de la voie ferrée et de la couche de compactage finale, ainsi que la construction de dix ouvrages d'art et d'un pont routier, le déploiement d'un réseau de fibre optique sur 70 km, la réhabilitation de routes et la clôture de 12 km du tracé ferroviaire.
Par ailleurs, le ministre a annoncé le lancement, dès janvier prochain, des travaux de dédoublement de la route nationale N 6 sur le tronçon reliant les communes de Elbiod (wilaya de Nâama) et Bougtob (wilaya d'El Bayadh) sur 31 km, ainsi que d'autres projets structurants. Il a donné des instructions pour la préparation immédiate des cahiers des charges, en vue de la mise en œuvre du nouveau programme dès janvier, et a insisté sur l'exclusion définitive des entreprises défaillantes des futurs marchés du secteur.
Ce nouveau programme comprend également une étude prospective pour le développement du réseau routier de la wilaya, le renforcement de la RN 119 sur 20 km entre la zone de El Karma et Mecheria, le renforcement de la RN 47 entre Tiout et Asla (20 km), ainsi qu'un programme d'entretien des routes de wilaya, a précisé M. Djellaoui.
Le ministre a aussi donné le coup d'envoi des travaux de renforcement du parking avions et d'aménagement des pistes d'atterrissage de l'aéroport "Cheikh Bouâmama" de Mecheria, un projet doté d'une enveloppe de 73 millions de dinars, dont le délai d'exécution est fixé à trois mois, comprenant également la réfection de la couche de roulement et la mise en place de la signalisation horizontale.
Lors d'une campagne de plantation d'arbres le long du tronçon de la RN 6 entre Mecheria et Elbiod, M. Djellaoui a donné instruction d'inclure la plantation d'arbres dans les cahiers des charges des projets du secteur, notamment dans les Hauts Plateaux menacés par la désertification, un phénomène représente un défi majeur et un obstacle à la circulation routière.
Enfin, le ministre a donné le coup d'envoi du lancement des travaux de reconstruction de deux ouvrages d'art, l'un à Oued Errethm (commune de Aïn Sefra) et l'autre à Oued Ben Yakhou (commune de Sfissifa).
Sa visite s'est achevée à Moghrar, où il a supervisé la mise en service du projet de renforcement de la RN 6 sur 34 km, doté d'une enveloppe globale de 1,2 milliard de dinars.

ILLIZI

Lancement de deux nouvelles dessertes aériennes Illizi-Constantine

Deux nouvelles liaisons aériennes hebdomadaires viennent d'étoffer le programme des dessertes à partir de l'aéroport "Tekhmalt Brahim Ghouma" de la wilaya d'Illizi vers celle de Constantine, a-t-on appris dimanche de l'administration aéroportuaire d'Illizi.
Ces dessertes assurées, samedi et mercredi, par des appareils Boeing-737 relevant de la compagnie aérienne nationale Domestic-Airlines en fonction d'un programme régulier susceptible de renforcer le transport aérien et faciliter les déplacement des passagers vers les wilayas de l'Est du pays. L'on relève, à ce titre, que l'aéroport d'Illizi vient d'être doté de nouveaux équipements, dont le système d'atterrissage aux instruments (ILS) permettant un atterrissage sécurisé des appareils dans des conditions difficiles et de mauvaise visibilité, a indiqué le président de l'Assemblée populaire de la wilaya, Aneslam Agueyar.
Ces mesures interviennent au titre des efforts des pouvoirs publics visant la promotion des prestations du transport aérien, la modernisation des infrastructures aériennes en vue d'assurer la continuité des vols et renforcer les liaisons entre la wilaya d'Illizi et les autres régions du pays.

BLIDA

Des serres en plastique et des outils de jardinage au profit de 90 établissements scolaires

La direction de l'environnement de la wilaya de Blida a entamé la distribution de serres en plastique et d'outils de jardinage à plusieurs établissements scolaires, dans le cadre d'une première opération du genre au niveau local, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette instance.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un accord conclu entre les ministères de l'Environnement et de la Qualité de la vie et celui de l'Education nationale, visant à renforcer l'éducation environnementale et le développement durable dans les écoles, a indiqué à l'APS, la cheffe de l'annexe de la Maison de l'environnement, Aicha Fernane.
L'Institut national des formations environnementales, relevant du ministère de l'Environnement, a entamé, à ce titre, l'équipement de 90 établissements scolaires en matériel écologique, consistant en des serres en plastique, déjà réceptionnées par 65 établissements, tandis que les 25 restants recevront prochainement des outils de jardinage.
Ces équipements ont été distribués à des établissements disposant d'un espace suffisant et des clubs environnementaux actifs, en guise de soutien et d'encouragement aux efforts déployés dans le domaine de l'environnement, a relevé la même responsable.
Cette action permettra aux élèves d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques en agriculture, de développer leur sens des responsabilités et du travail collectif, mais aussi de consolider les valeurs de protection de l'environnement et de développement durable.
A noter que la direction de l'environnement de Blida a recensé 259 clubs verts dans les établissements scolaires de la wilaya et ambitionne d'augmenter ce chiffre pour englober la totalité des établissements éducatifs, soit 600, en vue de diffuser la culture environnementale dans le milieu scolaire.
Dans le cadre d'une convention de partenariat conclue avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, les mêmes services ont entamé la création de clubs verts similaires au sein des instituts et centres de formation. L'opération a, à ce jour, touché sept (7) établissements, dans la perspective d'une extension future, selon la direction de l'environnement.

Quand les capitaux de la Big Tech dictent la politique américaine

Alors que Donald Trump s'attaque aux libertés civiles et au filet de sécurité sociale, les Démocrates ne savent plus quoi faire. La domination continue du capital sur les deux partis et les machinations de la Big Tech en particulier sont essentielles pour comprendre notre crise politique, affirme Thomas Ferguson.

3e partie

Par Thomas Ferguson (*)

Nick French : Vous dites que le Pentagone s'inquiète de la menace de l'IA chinoise ?

Thomas Ferguson : Oui, c'est très clair. Les commissions tant de la Chambre des représentants mais surtout du Sénat, sous la direction de Marco Rubio et de Mark Warner, ont fourni une série de rapports et d'auditions, et cela a commencé bien avant l'arrivée de la COVID. Nombre de leurs recommandations, même si ce n'est pas toutes, étaient bipartisanes. Parallèlement, l'intérêt croissant pour les entrepreneurs du secteur de la tech s'est manifesté, affirmant que dans le domaine de la défense ils pouvaient être plus efficaces que les fabricants traditionnels, et ce, à moindre coût

À l'époque, la Silicon Valley était encore très écologiste. Mais la situation a rapidement changé après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le choc des prix de l'énergie a été terrible et s'est répercuté sur les denrées alimentaires et d'autres produits de base. Les acteurs du secteur du charbon, du pétrole et du gaz naturel liquide (GNL) tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis ont rapidement commencé à vanter les mérites des combustibles fossiles en tant qu'atout de l'Amérique, alors que l'économie mondiale commençait à se fragmenter en blocs. Nombreux sont ceux qui, auparavant favorables à cette approche, dans le secteur financier et d'autres secteurs du monde des affaires, se sont ralliés à cette opinion et ont également commencé à changer de position.

Dans la Silicon Valley, la demande croissante en puissance de calculs pour faire tourner de gros modèles linguistiques a pris le relais des considérations de politique étrangère. Du coup, le taux de chlorophylle des techniciens a commencé à baisser rapidement. Ils n'étaient plus écolo ; ils voulaient juste de l'énergie pas chère, peu importe la manière. Beaucoup ont commencé à tenir des propos que je considère comme de purs vœux pieux, du genre : « Nous devons d'abord disposer de l'IA, puis nous l'utiliserons pour trouver comment inverser le réchauffement climatique. »

Le mouvement constant en faveur d'une action volontariste pour lutter contre le changement climatique s'est affaibli, non seulement aux États-Unis mais dans le monde entier, alors que les États du Golfe et d'autres producteurs se joignent à la fronde des Républicains américains et que la hausse des taux d'intérêt rendent les investissements dans le domaine du climat beaucoup plus hasardeux. Aux États-Unis, les assureurs prennent discrètement en charge une partie des coûts, le reste étant répercuté sur les Américains ordinaires.

C'est dans ce contexte que la haute technologie a été confrontée à Biden. Comme cela est devenu évident en 2024, beaucoup d'entre eux se sont tournés vers Trump. Les principaux médias ont répété à l'envi les griefs formulés par divers défenseurs éminents de la technologie : réglementation, restrictions à la liberté d'expression (c'est-à-dire remise en cause du droit des grandes plateformes de bloquer ou de diffuser pratiquement tout ce qu'elles veulent, auprès de n'importe quel public, y compris les enfants), voire diversité, équité et inclusion.. Mais tout cela est superficiel.

Reid Hoffman, un éminent Démocrate de la Silicon Valley, a dit à Joe Lonsdale lors d'un podcast quelque chose de beaucoup plus intéressant. Non, la haute technologie n'aime pas la réglementation. Elle n'aime pas non plus les syndicats. Mais, comme l'a expliqué Hoffman, cette attitude est bien plus complexe que le simple fait que les entreprises américaines ne voient pas d'un bon œil la syndicalisation.

Au contraire, comme le relate Hoffman, la Silicon Valley estime que les progrès réalisés dans le domaine des modèles linguistiques à grande échelle (LLM) et d'autres techniques lui donnent désormais le pouvoir de révolutionner l'éducation. Mais lorsqu'ils tentent de le faire, les entrepreneurs high-tech se heurtent à l'opposition des syndicats d'enseignants. La Silicon Valley est également convaincue qu'elle peut transformer la construction et le bâtiment, mais elle se heurte là aussi à l'opposition des syndicats du bâtiment.

Hoffman a omis de le préciser, mais un grand nombre d'entreprises spécialisées dans l'IA tentent actuellement de réinventer la façon dont Hollywood produit ses films et, surprise, elles se heurtent à la Screen Actors Guild. Les soins de santé et la médecine sont également des domaines que les entreprises de haute technologie pensent pouvoir transformer, notamment avec l'aide du capital-investissement. On pourrait allonger cette liste, car partout, les entreprises brûlent d'envie de voir si elles peuvent tirer parti des gains de productivité offerts par l'IA, et des capitaux considérables issus du capital-investissement et d'autres sources sont mobilisés pour tenter d'y parvenir.

Le constat général est le suivant : Red Tech et ses alliés (de plus en plus nombreux) dans la finance et les secteurs connexes estiment que l'IA confère le pouvoir d'opérer des changements radicaux dans de vastes domaines de la vie américaine et de générer d'énormes profits dans le processus. Mais pratiquement partout, souvent même au sein de leurs propres entreprises, ils se heurtent à l'opposition de ceux qu'ils accusent de faire obstacle au progrès — et, pourrait-on dire, à l'abondance — pour tous.

Une approche financière des changements politiques passés, comme le New Deal, met l'accent sur le rôle central des nouveaux secteurs de l'économie et leur capacité à trouver ou non des compromis avec les mouvements populaires. Le véritable problème du Parti démocrate est que sa structure organisationnelle traditionnelle — les syndicats et les groupes communautaires, ainsi que les citoyens ordinaires sympathisants — est en conflit avec le secteur économique dominant. Hoffman lui-même a déclaré qu'il n'était pas opposé aux syndicats par principe, mais simplement que ceux-ci étaient actuellement dans l'erreur dans de nombreux domaines critiques. Quelques grandes entreprises de plateformes discutent avec les syndicats d'enseignants de la manière dont leurs membres peuvent apprendre à utiliser leurs produits. Mais la tension grandissante demeure évidente.

Il faut faire des concessions.

Cette affirmation s'accompagne toutefois de quelques réserves importantes. Je pense que l'IA est surestimée. Cette technologie est moins prête à être commercialisée que ne le proclament la plupart de ses partisans, comme mes collègues et moi-même l'avons constaté lorsque nous avons essayé une démarche reposant sur une approche de machine learning pour analyser Trump et la base Républicaine. Toutefois, lorsque l'on dispose d'une grande quantité de données permettant de former des modèles linguistiques à grande échelle ou des « réseaux neuronaux en pointe » plus petits afin de se concentrer sur une tâche particulière, il est possible d'obtenir d'excellentes performances dans des domaines spécifiques. Je ne doute pas que les applications de l'IA dans le domaine médical, par exemple, seront extrêmement précieuses. Je pense d'ailleurs qu'elles le sont déjà, même si dans certains secteurs, les applications de l'IA restent très dangereuses. Ce n'est qu'avec le temps et à travers l'expérimentation que nous découvrirons ce qui fonctionne ou pas.

En attendant, le secteur se fait de la publicité, ce qui est utile pour beaucoup de gens en dehors du secteur. Toutes ces chants de sirènes et ces canons à eau dissuadent les employés de demander des augmentations de salaire ou des avantages sociaux, voire de chercher un autre emploi. Ils ont peur. Cela ressemble beaucoup à ce qui s'est passé aux États-Unis à la fin des années 1990, lorsque, comme l'a déclaré Alan Greenspan à l'ensemble du Comité fédéral de l'open market, la mobilité des capitaux et les progrès technologiques ont considérablement muselé les travailleurs américains.

Nick French : Ainsi, même si nous ne constatons pas encore de pertes d'emploi importantes, cela a tout de même un effet dissuasif ou répressif sur les travailleurs.

Thomas Ferguson : Oui. J'ajouterai que, selon moi, Brad DeLong a raison de dire que le chômage actuel n'est pas essentiellement dû à l'IA, même si à mon avis l'incertitude politique n'est pas un facteur tout à fait aussi déterminant. L'ajustement à la hausse des taux d'intérêt prend du temps, mais ses effets sont considérables. Cela a par exemple, incité les grandes entreprises à accumuler de la main-d'œuvre qualifiée comme tactique anticoncurrentielle afin de pouvoir licencier beaucoup de personnes. Cela dit, les effets de l'IA sur l'emploi se font déjà sentir dans quelques secteurs. Le cas que tout le monde cite est celui du développement de logiciels. Un graphique sur le site des données économiques de la Réserve fédérale montre que la demande a pratiquement chuté à zéro au cours des dernières années. Certaines études récentes indiquent également qu'il existe des conséquences plus étendues s'agissant de travailleurs débutants dans les secteurs de l'économie les plus exposés à l'IA. L'IA freine manifestement l'emploi dans le journalisme. Mais il y a une explication à cela. Au cours des huit ou dix dernières années, tout le secteur avait déjà été vidé de sa substance. Les entreprises avaient opté pour un modèle économique consistant à embaucher des jeunes, à les exploiter et à leur demander d'écrire trois, quatre, voire plus d'articles par jour. D'une certaine manière, les médias de grande diffusion étaient prêts pour ChatGPT bien avant que celui-ci n'existe ; ils avaient déjà tout simplifié à l'extrême. La prochaine étape consiste à faire en sorte que les spécialistes en haute technologie collectent toutes les données disponibles, puis à entraîner ChatGPT et ses dérivés à partir de ces données déjà déracinées. Rapidement, nous nous retrouverons avec une absurdité endogène tant au niveau des données d'entrée que des données de sortie. On peut espérer une amélioration, mais je pense sincèrement que cela constitue actuellement un problème. Le fait que l'essor de l'IA soit clairement comparable à celui du chemin de fer n'aide pas. Comme pour le chemin de fer, des changements sociaux massifs sont en cours, qui devraient à long terme améliorer considérablement la société, mais beaucoup d'entreprises, probablement la plupart, ne survivront pas. Beaucoup d'argent sera gaspillé. Les gens de la tech considèrent les syndicats comme leurs ennemis et vice versa, et ce pour de très bonnes raisons de part et d'autre. Si, comme je le prévois (et comme le prévoient clairement certains services publics), la demande en électricité s'avère exagérée, les conséquences seront assez brutales. Devinez qui paiera les coûts non couverts de l'électricité produite pour alimenter tous les centres de données qui ne parviennent pas à être rentables ? ***(A suivre)***

ROSSO (MAURITANIE)

Lancement de la campagne nationale maraîchère

Le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a supervisé ce jeudi à Rosso, le lancement de la campagne nationale maraichère pour la saison 2025-2026 et a posé la première pierre du projet du canal de Socam.
La campagne vise, cette année, à atteindre l'autosuffisance dans le domaine des produits maraichers, considéré comme l'un des piliers de la souveraineté nationale.
Le projet canal Socam permet, quant à lui, de creuser et la réhabiliter un canal de 34 kilomètres à partir du fleuve Sénégal, dans le but d'irriguer environ 16 000 hectares de terres agricoles fertiles, contribuant ainsi à l'extension des surfaces aménagées, à la promotion de la production locale de légumes et de céréales et à l'amélioration de la gestion des ressources en eau.
Le Président de la République était arrivé à Rosso pour superviser la cérémonie de lancement de la campagne nationale maraichère 2025-2026 et la cérémonie de pose de la première pierre du canal d'irrigation de Socam.
Le Président de la République a été accueilli à la passerelle de l'avion d'avion par le wali du Trarza, M. Ahmeda Ould Sidebba, le président du conseil régional du Trarza, M. Mohamed Ould Cheikh, le hakem de la moughataa de Rosso, M. M'khaïtrat Ould Mohamed Vall, le maire de la commune de Rosso, M. Bamba Ould Daramane et les commandants des structures militaires et sécuritaires.

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES AU YÉMEN

La population laminée

Pénuries alimentaires, coupures d'électricité et effondrement de la monnaie affectent durement la vie quotidienne au Yémen, un an après l'expiration d'une trêve dans ce pays déchiré par la guerre, ont estimé une cinquantaine d'ONG.
«Les difficultés économiques touchent tout le pays et l'inflation croissante et la détérioration des services publics rendent la vie insupportable», ont relevé, dans une déclaration publiée lundi, 35 ONG locales et 13 organisations d'aide internationale, dont le Conseil danois pour les réfugiés et Save the Children.
En outre, plus de 50% des foyers ne peuvent pas subvenir à leurs besoins alimentaires de base en raison de la montée en flèche des prix, ont ajouté ces ONG. Le Programme alimentaire mondial (PAM) avait annoncé en août qu'il allait être contraint de réduire l'aide alimentaire à quatre millions de Yéménites en raison d'une pénurie de fonds internationaux.
Une trêve entrée en vigueur en avril 2022 entre les forces gouvernementales et le mouvement armé Ansarullah (Houtis) a expiré en octobre, mais les combats n'ont pas repris de manière significative depuis.

EGYPTE

Bruxelles va annoncer une aide financière de 75 millions d'euros au Caire

L'Union européenne approfondit ses relations avec l'Égypte en augmentant son soutien financier à ce pays d'Afrique du Nord, malgré les préoccupations persistantes en matière de droits de l'homme.

La Commission européenne s'apprête à signer un paquet de 75 millions d'euros pour soutenir l'Egypte lors d'un sommet de haut niveau avec l'Union européenne qui aura lieu mercredi à Bruxelles, a déclaré un fonctionnaire de l'UE à Euronews.
La subvention vise à promouvoir le développement socio-économique, à renforcer la résilience et à favoriser une croissance inclusive en améliorant l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement, en particulier pour les femmes et les jeunes, a indiqué le fonctionnaire.
L'Égypte a joué un rôle essentiel dans la conclusion d'un accord de cessez-le-feu à Gaza. Elle a également accueilli une conférence internationale visant à mettre en œuvre la première phase de la paix à Gaza au début du mois. Le président américain Donald Trump était présent aux côtés de dirigeants européens et arabes.
Le financement fait partie d'un cadre macrofinancier adopté en mars 2024, qui prévoit un investissement total de 7,4 milliards d'euros en faveur de l'Égypte entre 2024 et 2027.
"Le premier événement de haut niveau et le sommet UE-Égypte d'aujourd'hui marquent une nouvelle phase de notre partenariat stratégique et global, renforçant encore la coopération en matière de résilience économique, de développement durable et de réformes", a déclaré Dubravka Šuica, commissaire européen chargé de la Méditerranée, dans un communiqué .
Lors de la réunion, l'UE sera représentée par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et par le président du Conseil européen, António Costa. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi participera à la réunion.
Outre les 75 millions d'euros de subventions, la Commission annoncera également des prêts supplémentaires au cours de l'événement, a déclaré le fonctionnaire de l'UE, dans le cadre de l'enveloppe de 7,4 milliards d'euros.

DANS LE CADRE DU PROGRAMME 2025-2028

La Tunisie et la Suisse renforcent leur coopération économique

Le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, s'est entretenu jeudi avec Joseph Renggli, ambassadeur de la Confédération suisse en Tunisie, autour des perspectives de renforcement du partenariat économique et de la coopération bilatérale entre les deux pays.
Lors de cette rencontre, le ministre a mis en avant le dynamisme croissant des relations tuniso-suisses, notamment à travers la mise en œuvre du programme de coopération pour la période 2025-2028, qui s'inscrit dans une logique d'intérêt mutuel et de développement durable.
Samir Abdelhafidh a souligné le potentiel considérable qu'offre la Tunisie pour les entreprises suisses souhaitant investir dans la région.
Il a rappelé que plusieurs sociétés helvétiques opèrent déjà avec succès sur le marché tunisien, illustrant ainsi la confiance des investisseurs étrangers dans la solidité du cadre économique du pays.
Le ministre a également insisté sur la volonté du gouvernement tunisien de diversifier davantage les domaines de coopération, en explorant de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée, notamment l'industrie manufacturière, les technologies propres, l'économie circulaire et les énergies renouvelables.
La Suisse confirme son engagement en Tunisie
De son côté, l'ambassadeur suisse Joseph Renggli a réaffirmé l'engagement de son pays à poursuivre et à intensifier la coopération bilatérale.
Il a insisté sur l'importance des programmes de partenariat déjà en cours, notamment dans les domaines de la formation professionnelle, de la gouvernance économique, de la décentralisation et du soutien aux PME.
Renggli a également souligné que la Suisse souhaite aligner ses actions sur les priorités nationales de développement économique et social de la Tunisie, tout en favorisant l'émergence de nouvelles initiatives conjointes au profit des deux pays.
Ce dialogue stratégique s'inscrit dans la continuité d'une coopération tuniso-suisse historiquement solide, marquée par des relations économiques équilibrées et une convergence d'intérêts autour de la stabilité, de l'innovation et du développement durable.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh indécise sur un investissement sur la côte de la mer Rouge en Égypte

L'Arabie saoudite dispose déjà d'un nombre suffisant de chambres d'hôtel pour accueillir la Coupe du monde 2034, mais se concentre sur l'augmentation de la capacité hôtelière nationale et n'a pas encore décidé si elle investirait dans une zone située le long de la côte égyptienne de la mer Rouge, a déclaré dimanche le ministre du Tourisme du royaume.
Le Caire élabore des plans pour un éventuel investissement visant à développer Ras Gamila, une étendue en grande partie inoccupée du littoral près de la station balnéaire de Charm el-Cheikh, à la suite d'un investissement massif des Émirats arabes unis pour développer une portion de la côte méditerranéenne égyptienne. Mais interrogé sur un éventuel investissement saoudien, le ministre du Tourisme Ahmed Al-Khateeb a déclaré lors du Fortune Global Forum à Riyad que le royaume donnait la priorité au développement de nouvelles destinations sur son propre territoire, telles que le gigantesque projet Red Sea Global, qui prévoit l'ouverture de 17 nouveaux hôtels d'ici mai prochain.
Ahmed Al-Khateeb a précisé que la FIFA, l'instance dirigeante du football mondial, avait informé l'Arabie saoudite qu'elle disposait déjà d'un nombre suffisant de chambres pour accueillir les supporters attendus lors de la Coupe du monde 2034.
« Ils ont vérifié le nombre de chambres aujourd'hui, et nous remplissons les critères, mais nous ajoutons davantage de chambres, et nous améliorons l'expérience, par exemple avec des destinations de luxe », a-t-il ajouté.
Il a réaffirmé que l'Arabie saoudite n'a pris aucune mesure en vue de lever l'interdiction de la vente d'alcool et a indiqué que les touristes étaient désireux de visiter le royaume pour profiter d'autres attraits.
Ce royaume autrefois ultra-conservateur a assoupli certaines restrictions pour attirer les touristes et les entreprises internationales, dans le cadre d'un ambitieux plan visant à diversifier son économie et à réduire sa dépendance au pétrole.

MALGRÉ LES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT

Le projet de fer Nimba se poursuit en Guinée

En dehors de Simandou, la Guinée abrite d'autres gisements de fer, dont celui situé au mont Nimba, à proximité d'une réserve naturelle. Alors que la compagnie active sur ce projet prévoit une mise en service d'ici 2027, les organisations de défense de l'environnement s'inquiètent des conséquences.

La compagnie minière américaine Ivanhoe Atlantic a annoncé, jeudi 23 octobre, avoir achevé les études d'impact environnemental et social (EIES) pour son projet de minerai de fer Kon Kweni en Guinée. Si les résultats n'ont pas encore été publiés, plusieurs rapports ont déjà alerté sur les risques liés à l'ouverture d'une mine de fer dans une zone abritant une réserve de biosphère classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Ivanhoe Atlantic a mené les travaux relatifs à l'EIES pour la première phase du projet Kon Kweni, en ciblant une production initiale de 2 millions de tonnes de minerai de fer à haute teneur par an, avec une extension possible à 5 millions de tonnes par an. La compagnie indique avoir évalué les effets potentiels d'un tel projet et identifié en conséquence des mesures d'atténuation « permettant d'éviter, de réduire et de restaurer tout impact potentiel pouvant découler du développement ».

Mais en attendant le verdict des autorités locales compétentes, saisies par Ivanhoe qui cherche à obtenir les permis nécessaires au développement de son projet, plusieurs organisations estiment déjà ces mesures insuffisantes. Initialement baptisé « Nimba Iron Ore Mine », le projet Kon Kweni se trouve en effet dans la région de la Guinée Forestière, au sud-est du pays. La zone abrite le mont Nimba, dont les pentes sont couvertes d'une forêt dense qui abrite par ailleurs une espèce en danger critique d'extinction : les chimpanzés d'Afrique de l'Ouest.

Cette réserve naturelle a été inscrite sur la liste du patrimoine mondial en péril par l'UNESCO dès 1992, à cause des menaces que représente la mise en valeur de ce gisement.

« La Guinée ne compte qu'un seul site classé au patrimoine mondial, mais de nombreux permis d'exploitation minière de minerai de fer […] Les sociétés minières n'ont pas démontré l'efficacité des mesures d'atténuation qu'elles mettent en place pour réduire leur impact sur la biodiversité. La plupart des dommages causés par l'exploitation minière sont essentiellement permanents », avertit Genevieve Campbell, qui fait partie d'un groupe de travail de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Dilemme entre business et environnement

Aux côtés de plusieurs organisations de défense de l'environnement, la Dre Campbell a signé en juillet 2025 une lettre appelant le gouvernement guinéen à mettre en place un moratoire renouvelable de cinq ans sur toutes les activités minières (y compris l'exploration) menées dans la réserve de biosphère de Nimba. Ce sursis permettrait d'approfondir l'évaluation des risques que l'activité minière fait peser sur la biodiversité, et de finaliser un plan de gestion de la réserve.

Ce n'est pas la première fois que les autorités sont confrontées à un tel arbitrage entre les revenus attendus de l'exploitation minière et les conséquences négatives sur l'environnement.

La compagnie australienne Predictive Discovery a découvert en 2021 un important gisement d'or à Bankan, un projet situé dans une zone tampon du Parc national du Haut Niger en Guinée. Selon une étude de faisabilité de juin 2025, le projet Bankan peut livrer environ 250 000 onces par an sur plus de 12 ans, soit une production annuelle d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars, au cours actuel de l'or.

Alors que des inquiétudes sont nées quant à l'impact d'une future exploitation minière sur la faune et la flore du parc, un permis environnemental a pourtant été octroyé à la compagnie. Dans un communiqué publié en janvier 2025, Predictive indique néanmoins que le permis a été octroyé à condition qu'aucune activité minière ne soit menée dans la zone tampon.

AVEC UN CAPITAL DE DÉPART DE 20 MILLIARDS FCFA

Wave Mobile Money crée sa banque en Côte d'Ivoire

L'opérateur de mobile money Wave franchit une étape stratégique avec la création de Wave Bank Africa S.A, sa banque commerciale basée à Abidjan.

La nouvelle structure offrira des services bancaires classiques à une clientèle diversifiée. Ce projet marque son entrée dans un marché bancaire ivoirien concurrentiel.

La fintech Wave Mobile Money, spécialisée dans les services financiers mobiles et présente dans huit pays africains (dont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et la Gambie), a créé une banque commerciale baptisée Wave Bank Africa S.A. Selon plusieurs sources concordantes relayées le 24 octobre 2025, la nouvelle entité est enregistrée en Côte d'Ivoire avec un capital social de 20 milliards de francs CFA. Elle exercera les activités classiques d'une banque — notamment la collecte de dépôts, l'octroi de crédits, la gestion de comptes et les opérations de paiement.

La présidente du conseil d'administration est Coura Carine Tine, tandis que Bamba Abdoulaye Katier, actuel directeur général de Wave Côte d'Ivoire, dirigera la nouvelle structure bancaire.

Le lancement de Wave Bank Africa intervient après une levée de fonds par emprunt de 117 millions d'euros réalisée en fin juin 2025 par Wave. Cette opération a été menée par Rand Merchant Bank (RMB) avec le soutien d'un consortium d'institutions financières de développement : British International Investment (BII), Finnfund et Norfund.

Ce financement permettra à Wave de renforcer sa trésorerie et d'accélérer son développement dans ses marchés actuels et futurs. L'entreprise entend accroître l'accès au mobile money ainsi qu'à des services financiers digitaux, notamment pour les populations non bancarisées, un segment encore très important en Afrique de l'Ouest.

SÉNÉGAL

La filière maïs s'attend à une meilleure récolte en 2025/2026

Au Sénégal, le maïs occupe le troisième rang des céréales les plus cultivées et consommées après le riz et le mil. Après une campagne 2024/2025 décevante, les premières prévisions pour la campagne agricole en cours laissent entrevoir une hausse de production.

Au Sénégal, l'Interprofession maïs (IMAIS) anticipe une hausse de la production de la céréale pour la campagne 2025/2026. « Cette année, plusieurs hectares ont été emblavés pour la production de maïs. Nous avons effectué une tournée dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Sédhiou, Kolda, Tambacounda et Kédougou. Nous avons constaté que les cultures se comportent très bien. Nous espérons qu'il y aura de bons rendements, une production abondante », a déclaré Nimna Diayté, qui se confiait à l'Agence de presse APS le 25 octobre dernier. Si les chiffres concernant la superficie totale consacrée à la culture de la céréale et le volume de récolte attendue n'ont pas été révélés, cette déclaration suggère une amélioration par rapport à la campagne précédente. Les données compilées par l'ANSD montrent en effet que la surface consacrée à la culture de maïs en 2024/2025 a chuté de 4,3 % pour s'établir à 164 906 hectares. Parallèlement, la production de la céréale a baissé de 12,7 % pour atteindre 495 571 tonnes.

La reprise attendue dans la filière en 2025/2026 intervient en outre dans un contexte marqué par un budget record pour soutenir la campagne agricole en cours, principalement à travers une amélioration de l'accès des producteurs aux intrants subventionnés. Dans la filière maïs, l'une des priorités annoncées en début de saison consistait à renforcer la disponibilité des semences hybrides afin d'améliorer les rendements.

Quoi qu'il en soit, une augmentation de la récolte de maïs permettra de réduire la dépendance aux importations.

D'après l'ANSD, les importations sénégalaises de maïs ont augmenté de 19 % en 2024 pour atteindre 512 740 tonnes, et de près de 59 % en l'espace de cinq ans depuis 2020 (323 439 tonnes).

NIGERIA

La raffinerie Dangote doublera sa capacité en trois ans

La raffinerie Dangote au Nigeria, la plus grande d'Afrique, doublera en trois ans sa capacité à 1,4 million de barils par jour pour en faire "la plus grande raffinerie au monde", a indiqué son propriétaire Aliko Dangote.

"Nous sommes en train de plus que doubler les barils à 1,4 million contre 650.000", a déclaré M. Dangote lors d'une conférence de presse à Lagos, estimant que "cela en fera la plus grande raffinerie" du monde, dépassant la raffinerie indienne de Jamnagar.

Avant l'ouverture de la raffinerie privée Dangote l'année dernière, le Nigeria devait importer la quasi-totalité de ses carburants, malgré son statut de plus grand producteur de pétrole en Afrique.

L'entrée en exploitation de la raffinerie de statut privé Dangote a crée une dynamique dans le secteur de l'énergie dans ce pays pétrolier.

"Cette expansion reflète notre confiance dans l'avenir du Nigeria, notre foi dans le potentiel de l'Afrique et notre engagement à bâtir l'indépendance énergétique de notre continent", a ajouté M. Dangote.

EN GUINÉE ET EN SIERRA LEONE

La BEI débloque 35 millions $ en soutien aux PME agricoles

En Afrique subsaharienne, l'accès au financement bancaire dans l'agriculture est encore limité, surtout en raison des risques associés au secteur. Dans la région, les institutions de l'Union européenne font partie des principales sources de financement extérieur pour les systèmes productifs.

Le groupe bancaire panafricain Vista, basé en Guinée, vient de négocier l'obtention de deux prêts totalisant 30 millions d'euros (34,9 millions $) auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI), afin de renforcer l'accès au crédit des PME et ETI (Entreprise de taille intermédiaire) dans le secteur agricole en Guinée et en Sierra Leone.

Les accords de financement ont été signés à Washington, en marge des assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui se sont tenues du lundi 13 au samedi 18 octobre 2025.

Il est prévu qu'environ 70 % de ceux-ci soient consacrés au développement des chaînes de valeur agricoles locales, telles que la noix de cajou, le riz, les fruits et légumes, le poisson en Guinée, et le cacao, l'huile de palme, le manioc et le café en Sierra Leone.

« En outre, un programme complémentaire d'assistance technique sera lancé pour aider les banques à utiliser efficacement les fonds. Il renforcera leur capacité de prêt au secteur agricole, soutiendra le développement de produits financiers […] et favorisera l'alignement de leurs systèmes de gestion environnementale et sociale sur les normes de la BEI », souligne le communiqué.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le vert, le commerce en ligne de mire

Les principales Bourses européennes sont en hausse lundi en début de séance, à l'exception de Paris, l'espoir d'un accord commercial entre la Chine et les États-Unis favorisant le risque, tandis que les investisseurs se préparent à une nouvelle semaine chargée en matière de résultats d'entreprises et de politique monétaire.

À Paris, le CAC 40 a ouvert en hausse de 0,11 %, mais s'est rapidement retourné à la baisse pour perdre 0,13% à 8.214,75 points vers 08h15 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,18% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,03%. L'indice EuroStoxx 50 avance de 0,27%, le FTSEurofirst 300 prend 0,07% et le Stoxx 600 gagne 0,06%.La perspective d'un accord commercial, ou au moins d'une prolongation de la trêve tarifaire entre les États-Unis et la Chine, a stimulé lundi l'appétit pour le risque sur les marchés asiatiques et s'étend à l'Europe, alors que le président américain, qui poursuit sa tournée en Asie, a envoyé des signaux optimistes ces dernières heures.
Donald Trump s'est dit dimanche confiant dans la conclusion d'un accord avec son homologue chinois Xi Jinping, qu'il devrait rencontrer jeudi en Corée du Sud, un message qu'il a répété lundi à bord d'Air Force One lors de son voyage vers le Japon depuis la Malaisie.
Un accord pourrait suspendre la hausse des droits de douane américains contre la Chine, ainsi que le durcissement des contrôles chinois sur les exportations de terres rares, ce qui contribuerait à apaiser les inquiétudes des investisseurs, préoccupés par la récente escalade des tensions commerciales entre les deux premières économies mondiales.
En plus du dossier commercial, la semaine sera également marquée par les réunions des banques centrales aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et dans la zone euro, ainsi que par la publication de résultats trimestriels des entreprises, y compris plusieurs des "Sept Magnifiques" aux Etats-Unis.
En France, les investisseurs suivront de près les débats sur le budget 2026 à l'Assemblée nationale, alors que le Parti socialiste a de nouveau menacé de censurer le gouvernement de Sébastien Lecornu.
Aux valeurs, Exosens hésite à l'ouverture et cède 1,26% après avoir gagné plus de 3% dans les premiers échanges. Le groupe a fait état lundi d'un chiffre d'affaires en hausse de 23,2% sur les neuf premiers mois de l'année, citant une "dynamique favorable des marchés finaux de la défense".
Schneider Electric, aidé par un relèvement de recommandation de la part de Morgan Stanley, avance de 1,9%.
Ailleurs en Europe, HSBC perd 0,96%, la banque britannique ayant annoncé lundi qu'elle allait comptabiliser une provision de 1,1 milliard de dollars dans ses résultats du troisième trimestre après avoir perdu une partie de son appel dans un procès au Luxembourg lié à la fraude pyramidale orchestrée par le financier américain Bernard Madoff.

BOURSE ZURICH

Prudence avant une semaine marquée par les banques centrales

La Bourse suisse a ouvert dans le rouge lundi, en entame d'une semaine dominée par les banques centrales, les résultats d'entreprises et les données macroéconomiques des deux côtés de l'Atlantique. Les droits de douane restent aussi sur le devant de la scène avec des espoirs d'accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine, notamment.
La Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque du Canada mercredi, suivies jeudi par la Banque centrale européenne (BCE) et son homologue du Japon tiendront les investisseurs en haleine, même si le suspens parait limité.
"Aux Etats-Unis, la réunion du FOMC des 28 et 29 octobre devrait entériner une nouvelle baisse de taux de 25 points de base, confirmant le virage préventif du (président de la Fed) Jerome Powell", a estimé John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. Quant à la BCE, elle "devrait maintenir ses taux inchangés mais adopter un ton plus conciliant face à la dégradation des indicateurs de confiance (notamment en Allemagne) et à la faiblesse de la demande intérieure", a-t-il ajouté.
Au niveau des entreprises, Microsoft, Apple, Amazon, Alphabet et Meta dévoileront leurs résultats ces prochains jours, ainsi que Novartis mardi et UBS mercredi en Suisse.
Le président américain Donald Trump continue de souffler le chaud et le froid en matière de relations commerciales.
Alors que le Canada a subi l'ajout de 10% supplémentaires sur ses importations aux Etats-Unis, en raison d'une publicité contre les droits de douane américains, le locataire de la Maison Blanche est en route pour une importante tournée en Asie, dont le point d'orgue sera une rencontre avec le président chinois Xi Jinping. M. Trump s'attend à voir la Chine conclure un accord pour éviter des droits de douane supplémentaires de 100% devant entrer en vigueur le 1er novembre.
Inversant la tendance positive d'avant-Bourse, l'indice vedette SMI reculait peu avant 09h10 de 0,33% à 12'529,30 points, après avoir terminé vendredi en petite hausse de 0,09%. Le SLI cédait 0,16% à 2043,96 points et le SPI abandonnait 0,22% à 17'310,66 points.
Le SMI était lesté par le repli des poids lourds pharmaceutiques, Novartis (-1,0%) et Roche (-1,0%) s'inscrivant tous les deux dans le bas du tableau.
Roche faisait les frais d'un abaissement de recommandation à "underperform", contre "hold" précédemment, par Jefferies.
Novartis a annoncé dimanche l'acquisition de l'américain Avidity Biosciences au prix de 72 dollars par action, valorisant l'entreprise à environ 12 milliards de dollars. Le laboratoire publiera par ailleurs mardi ses résultats semestriels. Les analystes du consensus AWP tablent sur des ventes en légère hausse à 13,96 milliards de dollars.
Le troisième poids lourd Nestlé (-0,4%) n'échappait pas à la tendance négative.
Sika (-1,2%) baissait aussi fortement. Le chimiste de la construction a vu son objectif de cours raboté par plusieurs analystes, après avoir dévoilé vendredi des résultats sur neuf mois en repli généralisé et un vaste plan de restructuration.
A l'inverse, Kühne+Nagel (+0,9%), Logitech (+0,9%) et Galderma (+0,6%) se plaçaient en tête du classement. Les analystes de Barclays ont relevé l'objectif de cours du spécialiste des traitements dermatologiques et confirmé leur recommandation à "overweight".

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Octobre 2025
Valeur : 29 Octobre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.0701	130.0851
1	EUR	EURO	151.1154	151.1589
1	GBP	POUND STERLING	173.1267	173.1928
100	JPY	JAPANESE YEN	85.0243	85.0563
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2888	18.2927
1	CHF	SWISS FRANC	163.1178	163.2184
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0401	93.0708
1	DKK	DANISH KRONE	20.2318	20.2357
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8296	13.8559
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9822	12.9884
1	AED	UAE DIRHAM	35.4106	35.4185
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6835	34.6894
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.0955	424.2828
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0558	44.4986
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0840	14.0856
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8551	23.9775
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2575	3.2676
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1753	177.1753

CAC 40

Résultats d'entreprises et banques centrales vont se disputer la vedette

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur une note positive lundi matin, dans l'attente d'une nouvelle avalanche de résultats d'entreprises et des décisions de politique monétaire à venir de la Réserve fédérale américaine, puis de la Banque centrale européenne (BCE). Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison novembre - s'adjuge 34,5 points à 8274,5 points, laissant entrevoir un début de séance favorable dans le prolongement des gains déjà engrangés la semaine passée (+0,6%). Certains oiseaux de mauvais augure ont beau répéter que les marchés d'actions vont bien finir par subir un mouvement de correction après leur progression des derniers mois, l'élan qui porte actuellement les places boursières européennes et américaines ne semble pas près de s'interrompre dans l'immédiat. La possibilité d'un repli technique n'a cessé d'être évoquée ces dernières semaines, surtout au vu de l'accélération du 'rally' observée en octobre, un mois réputé défavorable aux actions. Depuis le début du mois, le CAC 40, qui vient d'enchaîner deux semaines consécutives de nette hausse, affiche une progression de près de 4,2%. Le CAC est ainsi parvenu à établir, la semaine passée, un nouveau plus haut historique 'intraday' au-delà de 8271,5 points et semble désormais confortablement installé au-dessus du seuil des 8200 points, à ses plus hauts de l'année. L'Euro STOXX 50 évolue lui aussi à des sommets tandis que le Dow Jones, le S&P 500 et le Nasdaq ont tous inscrit de nouveaux records vendredi. A mesure que les indices poursuivent leur progression, certains intervenants commencent à se dire que l'évolution à l'oeuvre n'a rien d'une 'bulle', mais qu'elle relève plutôt de la poursuite d'un marché profondément haussier. Après une actualité largement dominée par le début de la saison des résultats, les banques centrales vont toutefois revenir sur le devant de la scène cette semaine avec les décisions très attendues de la Fed qui tomberont jeudi, avant d'être suivies par celles de la BCE le lendemain, des annonces qui ne devraient pas manquer de faire réagir des marchés jusqu'ici par une solide moisson de résultats de sociétés.
La banque centrale américaine entamera demain une réunion de politique monétaire de deux jours à l'issue de laquelle elle devrait de nouveau réduire ses taux d'intérêt de 25 points de base, voire ouvrir la porte à une nouvelle réduction du loyer de l'argent au mois de décembre. L'incertitude demeure toutefois sur la trajectoire de ses taux au-delà de la fin de l'année et la question la plus intéressante est de savoir si la conférence de presse de la Fed viendra conforter les anticipations de baisses agressives actuellement intégrées dans les cours. Après la Fed, la BCE rendra à son tour sa décision jeudi, mais l'institution basée à Francfort devrait, elle, opter pour une nouvelle pause au vu du récemment reflux de l'inflation en zone euro, et malgré une croissance qui reste désespérément molle au sein de la zone euro.

LES PRÉSIDENTS CHINOIS ET AMÉRICAIN DOIVENT SE RÉUNIR JEUDI EN CORÉE DU SUD

La Chine appelle à «en finir» avec les guerres commerciales

Les présidents chinois et américain doivent se réunir jeudi en Corée du Sud pour tenter de trouver un accord qui solderait leur guerre commerciale.

Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a affirmé lundi qu'un monde «multipolaire» est en train d'émerger, et a appelé à «en finir» avec les guerres commerciales, à quelques jours d'une rencontre très attendue entre Xi Jinping et Donald Trump.

Les présidents chinois et américain doivent se réunir jeudi en Corée du Sud pour tenter de trouver un accord qui solderait leur guerre commerciale.

Lors d'un forum à Pékin lundi, M. Wang a appelé à «en finir avec la politisation des questions économiques et commerciales, la fragmentation artificielle des marchés mondiaux et le recours aux guerres commerciales et aux batailles de droits de douane», dans une référence apparente à l'offensive protectionniste américaine. «Se retirer fréquemment d'accords et revenir sur des engagements, tout en formant de manière enthousiaste des blocs et des cliques, a exposé le multilatéralisme à des défis sans précédent», a-t-il ajouté, sans nommer de pays. «Le sens de l'histoire ne peut être inversé et un monde multipolaire est en train d'émerger», a affirmé le diplomate.

La possibilité de conclure un «bon accord» avec la Chine

Ces déclarations interviennent alors que Donald Trump est en route pour le Japon, deuxième étape d'une tournée asiatique dont le point d'orgue sera son entrevue avec Xi Jinping.

Le président américain s'est dit confiant dans la possibilité de conclure un «bon accord» avec la Chine lors des discussions prévues en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec) dans la ville sud-coréenne de Gyeongju.

Le ministre américain des Finances Scott Bessent a assuré dimanche que les deux chefs d'État valideraient un compromis portant sur les terres rares et un autre sujet sensible, à savoir les achats chinois de soja américain.

Côté chinois, le représentant pour le commerce international Li Chenggang a assuré que Pékin et Washington étaient parvenus à un «consensus préliminaire». Une trêve douanière est actuellement en vigueur entre les deux pays. Elle doit expirer le 10 novembre.

DROITS DE DOUANE

Lula promet une «solution» d'ici «quelques jours» entre le Brésil et les États-Unis

Le président brésilien est sorti satisfait de son entretien bilatéral avec Donald Trump dimanche, lors d'un sommet en Malaisie. Les deux pays devraient parvenir à un accord après s'être livrés un bras de fer politico-commercial.

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré lundi entrevoir d'ici les prochains jours un accord commercial Brésil-Etats-Unis, qui pourrait alléger les droits de douane imposés par Donald Trump sur fond de tensions bilatérales.

«Je suis convaincu que d'ici quelques jours, nous trouverons une solution définitive entre les États-Unis et le Brésil, afin que la vie continue d'être belle et joyeuse», a affirmé Lula à la presse à Kuala Lumpur.

Le président brésilien avait rencontré dimanche son homologue américain Donald Trump en marge du sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), organisé dans la capitale malaisienne.

«Même s'il n'a pas fait de promesses, il m'a assuré que nous allons parvenir à un accord», a souligné lundi Lula. «La rencontre que j'ai eue avec le président Trump s'est étonnamment bien passée. S'il ne tenait qu'à lui et à moi, un accord serait conclu», a-t-il affirmé.

Donald Trump avait engagé un bras de fer politico-commercial avec son homologue brésilien. Il a infligé des droits de douane de 50% sur les produits brésiliens et a notamment visé par des sanctions économiques le magistrat Alexandre de Moraes et sa femme. Le président américain l'accuse d'orchestrer «une chasse aux sorcières» en raison de la condamnation au Brésil de l'ex-président Jair Bolsonaro, ami personnel de Donald Trump, à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État.

Après une longue période de tensions, les relations entre Donald Trump et Lula ont commencé à se détendre lorsque les dirigeants se sont brièvement rencontrés en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre. Interrogé dimanche sur le fait de savoir si la question de Jair Bolsonaro avait été évoquée lors des discussions avec son homologue brésilien, le locataire de la Maison-Blanche a répondu: «Ce ne sont pas vos affaires».

«Nous devrions arriver à trouver de bons accords pour nos deux pays», avait toutefois assuré Donald Trump à son homologue.

«Je pense que nous finirons par avoir une très bonne relation», avait-il dit.

Les deux présidents sont connus pour être aux antipodes sur des questions telles que le multilatéralisme, le commerce international et la lutte contre le changement climatique.

FRANCE/ TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'enveloppe des CEE passe à plus de 8 milliards d'euros en 2026

L'enveloppe des "certificats d'économies d'énergie", un dispositif de financement privé qui octroie des aides pour passer à la voiture électrique ou rénover thermiquement son logement, va augmenter "d'environ 27%" en 2026 pour atteindre "plus de huit milliards d'euros", a indiqué vendredi la ministre de la Transition écologique Monique Barbut devant les députés.

Créé en 2005, ce dispositif reposant sur le principe du pollueur-payeur oblige les fournisseurs d'énergie à financer des actions de réduction de la consommation d'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique.

En échange d'octroyer une subvention à un ménage ou à une entreprise pour remplacer une chaudière au fioul pour une pompe à chaleur, le fournisseur obtient un CEE. Tous les quatre ans, il doit justifier qu'il a atteint l'objectif de CEE fixé par l'Etat.

Soucieux de garder le cap du financement de la transition énergétique sans creuser davantage son budget, l'Etat se tourne vers ce dispositif qui repose sur des fonds privés. Les fournisseurs d'énergie répercutent en partie ces aides sur les factures ou le litre de carburant.

En plus des aides publiques, certaines opérations jusqu'à alors subventionnées sur les deniers de l'Etat "seront maintenant financées par les ressources issues des certificats d'économie d'énergie", l'effort porté par les CEE devant ainsi "augmenter globalement d'environ 27% et passer de six milliards d'euros en 2025 à plus de huit milliards en 2026", a confirmé la ministre Monique Barbut devant la commission du développement durable.

Elle a expliqué que cette augmentation profitera notamment au dispositif d'aides à la rénovation énergétique MaPrimeRénov' et à la mobilité électrique, pour le Bonus écologique à l'achat d'un véhicule et le Leasing social, "des dispositifs essentiels pour le pouvoir d'achat".

IRAN

La banque Ayandeh, l'une des plus grandes banques privée du pays, fait faillite

Les autorités iraniennes ont annoncé la faillite de la banque Ayandeh, l'un des plus importants établissements bancaires privés d'Iran, et son intégration dans la Banque Melli (la banque nationale) pour éviter des mouvements de banques.

Fondée en 2012, la banque Ayandeh (« Avenir persan », en français) était l'une des plus grandes banques privées du pays avec 270 agences à travers l'Iran. L'établissement croulait sous les dettes d'environ 7 milliards d'euros.

Selon les responsables de la Banque centrale, qui ont annoncé la fermeture d'Ayandeh, les clients de la banque n'ont aucune crainte, car tous les services de cet établissement privé ont été transférés à la banque Melli.

Ces dernières années, la banque Ayandeh offrait les meilleurs profits pour les épargnants. Mais dans le même temps, 90 % des prêts accordés à la banque étaient alloués aux principaux actionnaires de l'établissement ou aux projets luxueux de la banque, notamment pour la construction d'un énorme centre commercial de plusieurs hectares dans le nord de Téhéran. Les biens de la banque seront utilisés pour rembourser les dettes auprès de la Banque centrale. Les principaux actionnaires devront payer le reste.

L'annonce de la faillite de la banque Ayandeh est intervenue jeudi 24 octobre, le début du week-end iranien, pour éviter tout mouvement de panique, alors que l'économie iranienne est lourdement frappée par les sanctions internationales avec une inflation qui dépasse les 50 %. Au moins cinq autres banques privées risquent le même sort au cours des prochains mois.

ARGENTINE

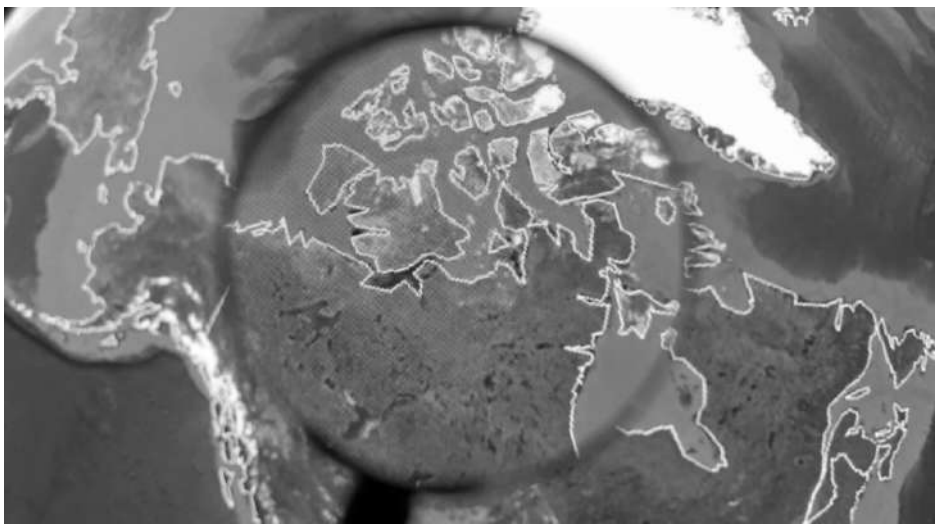
Le parti du président Milei remporte les législatives de mi-mandat

Le parti du président argentin Javier Milei a largement remporté les élections législatives de mi-mandat dimanche, avec un peu plus de 40% des votes au niveau national, selon des résultats officiels partiels à 90% du décompte. Le parti miléiste La Libertad Avanza recueille 40,84% au niveau national, selon ces résultats partiels annoncés par le chef du cabinet des ministres Guillermo Francos. Il devance Fuerza Patria, bloc représentant une grande partie de l'opposition péroniste (centre gauche), à 24,50%. A la faveur de ce résultat, le président est maintenant assuré de renforcer sa base parlementaire (jusqu'ici 15% des députés, 10% des sénateurs). Il pourra ainsi accroître sa capacité à réformer et déréguler, sur ses deux ans restants de présidence, une économie fragile et en pleine turbulences financières.

Google Earth passe à l'IA : et si on pouvait repérer les zones et les populations à risque avant la tempête ?

Google fusionne son IA Gemini avec des décennies de données satellitaires et météorologiques pour repérer à la fois les zones à risque et les populations vulnérables. Objectif : passer d'une gestion réactive des catastrophes à une anticipation des crises humanitaires.

Le géant californien a annoncé récemment qu'il combinait son modèle Gemini avec des décennies de données météorologiques, démographiques et satellitaires au sein de Google Earth. Cette architecture permet d'établir des corrélations entre phénomènes physiques et répercussions humaines, en prévoyant simultanément la trajectoire d'une tempête et les groupes les plus vulnérables sur son passage.



L'IA de Google Earth, voir venir la catastrophe avant qu'elle ne frappe ?

Le principal intérêt de cette mise à jour repose sur ce que Google nomme le « geospatial reasoning ». Il s'agit d'une couche d'analyse qui permet à l'intelligence artificielle de penser à travers différents types de données terrestres. Concrètement, plutôt que de se limiter à indiquer la zone dans laquelle un cyclone pourrait toucher terre, la technologie identifie les quartiers susceptibles d'être inondés, le nombre d'habitants concernés et les infrastructures les plus fragiles. L'organisation GiveDirectly utilise déjà le système pour repérer les foyers nécessitant une aide financière après une crue.
Comme l'indique le géant de Mountain View dans son communiqué de presse, « pour résoudre un problème complexe, vous devez voir l'image complète ». Grâce à ce raisonnement géospatial, Google Earth ne se limite plus à la cartographie : les utilisateurs peuvent désormais poser des questions en langage naturel, comme « trouve les proliférations d'algues » ou « montre où les rivières se sont asséchées ».
Gemini analyse les images satellites pour détecter des motifs qu'il fallait auparavant des jours à identifier à l'aide de scripts SIG spécifiques. Un responsable municipal peut ainsi croiser prévisions de crues et densité de population afin de localiser en quelques minutes les hôpitaux ou lignes électriques les plus menacés.

Un dispositif qui renforce la préparation des secours

Google étend également ces outils à son service Cloud, afin que gouvernements, ONG et entreprises puissent les associer à leurs propres bases de données. Un programme de test réservé à un cercle restreint d'utilisateurs permet déjà de croiser ces modèles avec des informations locales pour suivre, par exemple, la progression de la végétation autour des lignes électriques ou la pollution à proximité des écoles.
D'après Google, son système de prévision des inondations protège déjà plus de deux milliards de personnes et ses alertes ont touché quinze millions d'habitants lors des incendies de Californie cette année. Avec Gemini, la nouvelle mission de la firme américaine est désormais d'aider les secours à anticiper les catastrophes et à repérer plus vite ceux qui auront besoin d'aide.

Anthropic mise sur Google pour rendre plus intelligent Claude

Le spécialiste de l'IA Anthropic vient de passer un accord massif avec Google. Grâce à ce dernier, il va pouvoir bénéficier de nettement plus de puissance de calcul.
Le monde de l'intelligence artificielle est arrivé à un point à la fin de cette année 2025 que le plus important aujourd'hui est de pouvoir réunir le plus de puissance de calcul – qui est devenue une ressource rare, comme on l'a indiqué même chez OpenAI. C'est aussi le cas chez Anthropic, et qui vient, en conséquence, de signer un contrat énorme avec Google.

Anthropic passe un deal avec Google pour utiliser ses TPU

Encore un contrat de folie dans le monde de l'intelligence artificielle ! Cette fois, c'est Anthropic, le créateur de Claude, qui est à la baguette. La start-up américaine vient en effet de signer un partenariat avec le géant américain, qui va lui permettre d'utiliser jusqu'à 1 million de ses Tensor Processing Unit (TPU). Pour rappel, ces derniers sont des accélérateurs d'IA conçus sur mesure par Google, et qui sont des alternatives possibles aux GPU habituels, produits notamment par NVIDIA. Des nouvelles capacités, dont la puissance pourra aller jusqu'à 1 gigawatt, pourront ainsi être ajoutés dès 2026.

Une réponse aux grandes annonces d'OpenAI

Au-delà de l'ajout de capacité, Anthropic se targue, avec cet accord, d'afficher un niveau de diversification inédit sur ce type d'infrastructure. « La stratégie relative à la puissance de calcul unique d'Anthropic repose sur une approche diversifiée qui utilise efficacement trois plateformes de puces : les TPU de Google, Trainium d'Amazon et les GPU de Nvidia » indique ainsi l'entreprise.

Anthropic est en pleine expansion, et revendique dorénavant 300 000 clients professionnels, après avoir annoncé en septembre une valorisation de 183 milliards de dollars. Elle doit aussi faire face à la concurrence du leader du secteur OpenAI, qui a multiplié ces derniers mois des contrats phénoménaux avec NVIDIA ou AMD afin de bénéficier dans les prochaines années d'un accroissement considérable de la puissance de calcul disponible pour ses modèles. La course est lancée !

OPENAI PLANCHERAIT DESSUS

Bientôt un ChatGPT de la musique ?

La firme de Sam Altman fourbît ses armes sur le terrain musical. Objectif : créer de la musique à partir de simples descriptions textuelles, avec la complicité des prestigieux étudiants de Juilliard.
Après avoir conquis nos conversations avec ChatGPT et nos écrans avec Sora, OpenAI s'apprête à chatouiller nos oreilles. L'entreprise californienne développerait en secret un outil de génération musicale qui pourrait bien faire trembler les plateformes comme Suno ou Udio. Une ambition qui marque le retour de la firme sur un terrain qu'elle avait pourtant quitté il y a quelques années.

Les apprentis sorciers de Juilliard à la rescousse

Pour éviter de reproduire les échecs du passé, OpenAI mise cette fois sur la qualité plutôt que sur l'improvisation. La société collabore avec des étudiants de la très select Juilliard School pour annoter des partitions musicales. Ces futurs virtuoses enseignent littéralement à l'intelligence artificielle les subtilités de la théorie musicale, du rythme et de l'harmonie.
Cette approche méthodique tranche avec les tentatives précédentes d'OpenAI. MuseNet et Jukebox, lancés respectivement en 2019 et 2020, avaient fini par prendre la poussière. Les musiciens trouvaient ces outils « intéressants comme résultats de recherche » mais peu « applicables à leur processus créatif ». Traduction : techniquement bluffant, artistiquement décevant.
Le futur outil d'OpenAI promet d'aller bien au-delà de la simple création de mélodies. Les utilisateurs pourront ajouter une bande sonore à leurs vidéos, créer un accompagnement guitare sur une piste vocale existante, ou composer des ambiances sur mesure. De quoi séduire les créateurs de contenus, publicitaires et développeurs de jeux vidéo en quête de solutions rapides et économiques.

La bataille fait rage

OpenAI débarque sur un marché où les coups pleuvent déjà. Suno engrange plus de 100 millions de dollars de revenus annuels et négocie une levée de fonds à deux milliards de dollars de valorisation. Google fait de l'œil avec Lyria 2, sorti en mai dernier. Sans compter les outsiders comme Udio qui grattent leurs parts de marché.
Mais tous ces acteurs partagent le même casse-tête : les droits d'auteur. Les trois majors de l'industrie musicale poursuivent actuellement Suno pour violation présumée de droits, réclamant jusqu'à 150 000 dollars par œuvre contrefaite. De quoi refroidir les ardeurs des plus téméraires.

IL Y A UNE BONNE RAISON À CELA

Lamborghini garantit ses voitures jusqu'à 10 ans

Lamborghini annonce quelques nouveautés dans son programme d'après-vente au niveau mondial avec l'entretien inclus pendant cinq ans sur certains modèles, et une garantie pouvant désormais être étendue à 10 ans dès la première mise en circulation. Lamborghini veut maitriser son patrimoine automobile, mais il anticipe aussi probablement la future vague de modèles électriques à la valeur résiduelle bien plus aléatoire.

Lamborghini, aussi, se vante désormais de ses programmes de garantie. Les 10 années sont même possibles pour le programme spécifique Selezione Warranty Extension qui n'est évidemment pas gratuit, mais qui offrira un peu de tranquillité aux propriétaires qui garderaient leur italienne aussi longtemps. Et si les constructeurs de luxe entendent mettre l'accent sur l'après-vente, ce n'est pas totalement un hasard : dans un marché de plus en plus volatile avec une vague d'électrification à venir, Lamborghini, Ferrari et les autres font désormais tout pour valoriser le parc déjà roulant en anticipant d'éventuels tempêtes après 2030.

La garantie jusqu'à 10 ans chez Lamborghini

Lamborghini annonce désormais un programme d'entretien inclus de 5 ans pour l'achat d'une Temerario, Revuelto ou d'un Urus SE. « Cela garantit des performances optimales et un plaisir de conduite constant tout en renforçant l'attention de Lamborghini aux soins à long terme en tant qu'élément essentiel de la propriété », commente le constructeur italien qui prend bien soin de mettre l'accent sur cet élément de la valeur résiduelle.
Derrière le fait de vouloir maintenir les Lamborghini en bon état le plus longtemps possible dans le monde comme un patrimoine historique, il y a surtout une logique économique : garder les clients captifs en après-vente où les marges sont également juteuses, mais aussi s'assurer que l'électrification massive ne chamboulera pas tout. Et ce n'est pas gagné ! Il y a fort à parier que les valeurs résiduelles des futures Ferrari, Lamborghini et autre Bentley électriques seront bien plus compliquées à prévoir pour ces constructeurs.

Pour les hybrides, et les voitures anciennes

En sus, Lamborghini annonce un dispositif de garantie étendu à 10 ans dans le cadre du Selezione Warranty à partir de la mise en circulation. La marque italienne ne dit pas si cette garantie rallongée peut se transmettre d'un propriétaire à un autre. Enfin, Lamborghini veut rassurer ses clients sur les hybrides : « Lamborghini établit une référence avec une garantie standard de huit ans, la meilleure de sa catégorie, sur les batteries haute tension de ses modèles PHEV et HPEV ».
Rappelons également que Lamborghini dispose seulement depuis 2015 d'un pôle historique dédié à l'entretien et le maintien des Lamborghini anciennes. La restauration donne d'ailleurs lieu à des certifications officielles qui permettent de conserver la cote de ces autos devenues plus rares.

Alfa Romeo prolonge la vie de la gamme Quadrifoglio

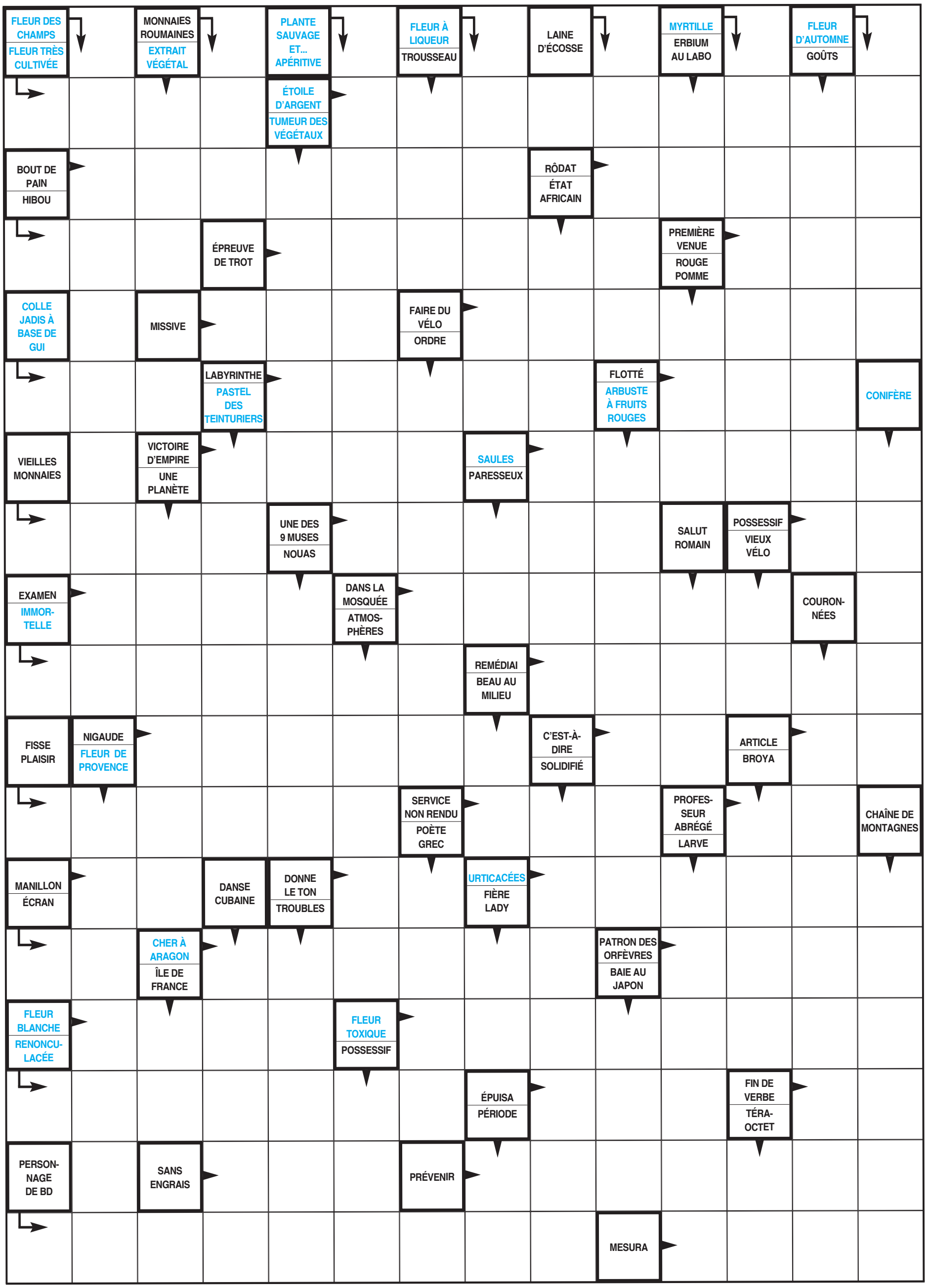
La berline Giulia et le SUV Stelvio de Alfa Romeo, tous deux déclinés dans la version haute performance « Quadrifoglio », voient leur carrière prolongée jusqu'en 2027. Un choix stratégique permettant à la marque d'anticiper une génération future hybride-électrique.
Chez Alfa Romeo, le trèfle à quatre feuilles n'a pas fini de briller. Alors que la marque italienne entame sa mutation vers l'électrification, les emblématiques Giulia et Stelvio Quadrifoglio vont poursuivre leur carrière pendant encore deux ans. Une prolongation inattendue, mais bienvenue pour les passionnés. Cette décision s'inscrit dans une logique de continuité. Alfa Romeo souhaite éviter un vide dans sa gamme avant l'arrivée des remplaçantes de ces deux modèles phares, initialement prévues plus tôt. En prolongeant leur production, la marque conserve une vitrine de performance capable d'entretenir le lien émotionnel avec sa clientèle la plus fidèle.

Une gamme iconique

La Giulia et le Stelvio Quadrifoglio incarnent depuis leur lancement le savoir-faire sportif d'Alfa Romeo. Dotés d'un châssis affûté et d'un moteur V6 biturbo d'origine Ferrari, ils conjuguent élégance italienne et caractère rageur. Leur carrière prolongée offrira aussi l'occasion d'introduire de nouvelles séries spéciales et de petites évolutions esthétiques pour maintenir leur attractivité jusqu'à la fin du cycle. Sur le plan industriel, ce choix permet à Alfa Romeo de stabiliser la production de l'usine de Cassino et de mieux planifier la transition vers des modèles hybrides et électriques. Les développements techniques nécessaires aux futures générations, conçues sur des plateformes électrifiées du groupe Stellantis, prennent plus de temps que prévu.

En prolongeant la vie des Quadrifoglio, Alfa Romeo fait le pari de la passion. La marque maintient son ancrage dans la performance mécanique, tout en préparant sa transition vers une nouvelle génération d'Alfa Romeo électrifiées voire exclusivement électriques, mais toujours animées du Cuore Sportivo typique de la marque milanaise.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 28 octobre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole évoluait en légère hausse lundi, soutenus par l'annonce d'un cadre commercial entre les Etats-Unis et la Chine, qui ravive l'espoir d'une reprise de la demande mondiale. Vers 13h47, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 0,15% à 66,04 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, a progressé de 0,31% à 61,69 dollars.

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d'un accord réglementant l'échange de données

Le Haut-commissariat à la numérisation (HCN) et le secteur de l'Enseignement supérieur ont signé un accord réglementant l'échange de données, dans le cadre de la mise en œuvre du système national d'interopérabilité, indique lundi un communiqué du Haut-commissariat. "Dans le cadre de la mise en œuvre du système national d'interopérabilité, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été relié au réseau souverain (IRIES) et un accord réglementant l'échange de données a été signé entre le Haut-commissariat à la numérisation et ce secteur". Pour assurer le suivi de l'application de cet accord signé, dimanche, une commission composée de cadres du ministère et du HCN spécialisés dans les domaines technique et juridique, a été officiellement installée.

3e SOMMET SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Azouz Nasri représentera le Président Tebboune à Luanda

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, prendra part, à partir de mardi à Luanda (Angola), au 3e Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique, a indiqué lundi un communiqué de la chambre haute du Parlement. "Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, prendra part au 3e Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique, prévu dans la capitale angolaise, Luanda, du 28 au 31 octobre 2025", lit-on dans le communiqué.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Des facilitations pour l'obtention d'agréments aux investisseurs

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a annoncé hier à Tizi-Ouzou que des facilitations pour l'obtention des agréments seront accordées aux producteurs et investisseurs dans le domaine de la fabrication de dispositifs médicaux. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi-Ouzou, où il a inspecté des projets de son secteur, M. Kouidri, a fait savoir que la wilaya comptait actuellement sept (7) unités de production de dispositifs médicaux. Le ministre a constaté "une forte dynamique dans ce domaine" et assuré que son département "encourageait cette industrie, car la facture d'importation de ces produits restait très élevée et qu'il était donc nécessaire d'en produire localement".

Il a annoncé à cet effet que "des facilitations pour l'obtention des agréments seront accordées aux producteurs et investisseurs dans la production de dispositifs médicaux". "Nous encourageons ceux qui produisent déjà ou souhaitent le faire partout en Algérie", a-t-il dit, en s'adressant au secteur privé, soulignant par ailleurs que le groupe SAIDAL est implanté partout en Algérie. Il a ajouté que la wilaya de Tizi-Ouzou pouvait devenir "un pôle de production de dispositifs médicaux". Il a également constaté que la wilaya produisait des dispositifs localement depuis deux ans, et a affirmé que si cette dynamique se poursuivait, on pourrait définitivement se passer de l'importation afin de réduire la facture et de contribuer à renforcer la sécurité sanitaire, point auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est très attaché, a-t-il ajouté.

Il a également fait savoir, dans le même sens, que "l'Algérie importait 129. 600 articles, dont des produits de quincaillerie utilisés dans le secteur pharmaceutique". Interrogé sur l'état des lieux de l'industrie pharmaceutique, le ministre a affirmé que l'Algérie couvre environ 82 % de ses besoins en médicaments grâce à la production locale.

COMMUNICATION

Le ministre souligne le rôle des médias nationaux dans la relève des défis

Le ministre de la Communication, M. Zouhir Bouamama, a salué ce mardi 27 octobre 2025, dans un discours prononcé en tant que représentant du Premier ministre lors de la journée d'étude intitulée « Médias et communication, du service de la Révolution de libération aux défis actuels », le rôle important joué par la presse algérienne avant et pendant la glorieuse Révolution de libération, soulignant qu'elle a constitué une école de lutte intellectuelle et politique qui a permis de construire la conscience nationale et a ouvert la voie au déclenchement de la glorieuse révolution armée du 1er novembre 1954. M. Bouamama a souligné que les médias révolutionnaires algériens ont joué un rôle décisif dans la sensibilisation des milieux populaires, notamment en les convainquant de la nécessité de libérer le pays du joug colonial et de soutenir la glorieuse Révolution. Il a également contribué à faire connaître la cause algérienne et à faire entendre sa voix dans le monde entier, au-delà des barrières et des barbelés érigés par le colonialisme français brutal. Le ministre de la Communication a évoqué la bataille de la construction, du développement et de la sensibilisation menée avec responsabilité par les médias algériens depuis l'indépendance, à travers différentes étapes et phases, notamment leur contribution au maintien de l'unité du peuple algérien et de ses institutions. Le ministre a ajouté que les médias nationaux sont aujourd'hui appelés à jouer leur rôle pour relever les défis aux niveaux national, régional et international, et préserver les acquis de la nouvelle vision victorieuse de l'Algérie dont les fondements ont été posés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

DOUANES

Saisie de plus de 16 millions de comprimés psychotropes durant les neuf premiers mois 2025

Les services des Douanes ont saisi, durant les neuf premiers mois de l'année 2025, plus de 16 million comprimés psychotropes sur l'ensemble du territoire national, des quantités en hausse de 149,2?% par rapport à la même période 2024 et répartis sur 313 affaires, a indiqué lundi la Direction générale des Douanes (DGD) dans un communiqué. "Selon les données consolidées arrêtées au 30 septembre 2025, les services des douanes ont procédé dans le cadre de ses missions de protection de la santé publique et de lutte contre le trafic illicite de substances psychotropes, à la saisie de 16.281.455 comprimés de substances psychotropes, répartis sur 313 affaires, ayant conduit à l'interpellation de 523 individus", contre 6.534.476 comprimés saisis sur la même période de l'an dernier, lit-on dans le communiqué. Selon la DGD, ces résultats "traduisent une intensification des opérations de contrôle et de ciblage, notamment dans les zones frontalières, les plateformes logistiques et les points sensibles du territoire". Il s'agit d'une progression "significative" qui reflète le "renforcement des capacités opérationnelles des brigades douanières, de l'efficacité des dispositifs de renseignement et de gestion des risques, et de la coordination accrue avec les autres corps de sécurité", souligne encore la DGD. Les saisies les plus importantes ont été enregistrées dans les directions régionales de Ouargla aves 3,95 millions de comprimés, Illizi (3,88 millions), Sétif (1,92 million) et Chlef (1,82 million), des chiffres qui traduisent une vigilance accrue dans les zones stratégiques et une mobilisation constante des équipes douanières, indique la même source. A travers cette dynamique, "la Direction générale des Douanes réaffirme son engagement à lutter contre toutes formes de trafic illicite, à protéger la société et à contribuer activement à la sécurité nationale, a

MAROC

Ignorées par les autorités, les victimes du séisme d'Al Haouz annoncent un sit-in devant le Parlement

La Coordination marocaine des victimes du séisme d'El-Haouz a annoncé l'organisation d'un sit-in de protestation devant le Parlement à Rabat, lundi prochain, pour protester contre l'indifférence des autorités face à la situation difficile dans laquelle se trouvent des milliers de familles qui vivent encore, deux ans après le tremblement de terre, sous des tentes en plastique et dans des conditions indignes. Dans un communiqué rendu public dimanche, la Coordination a affirmé que "cette démarche intervient suite à l'échec du gouvernement à tenir ses promesses concernant la reconstruction (des habitations) et le relogement des victimes", considérant que la situation actuelle représentait "une atteinte avérée aux droits des citoyens et un recul quant aux engagements annoncés dans la déclaration du gouvernement du 14 septembre 2023". Selon la coordination, les chiffres relatifs aux montants des compensations "ne sont pas précis". Elle a ajouté que de nombreuses familles "n'ont obtenu qu'une compensation partielle alors que leurs domiciles se sont effondrés complètement". Elle a assuré, en outre, que "l'absence de transparence concernant la gestion de ce dossier a aggravé la souffrance des habitants, notamment avec l'approche de l'hiver". La coordination a appelé les mouvements citoyens et ceux des droits humains ainsi que les médias à se tenir du côté des victimes et à participer au rassemblement de protestation afin d'exiger des autorités de revoir leur gestion de ce dossier et de faire en sorte que les responsables rendent des comptes pour avoir "lamentablement échoué à répondre aux besoins des victimes". Le cas des victimes du séisme d'El Haouz révèle le désintérêt du gouvernement lorsqu'il est question de répondre aux victimes des catastrophes, estiment des observateurs. Il dévoile également un dysfonctionnement structurel au niveau des mécanismes de solidarité à l'échelle du pays. Les victimes du séisme d'El Haouz ont déjà organisé des sit-in de protestation durant les mois passés sans que les autorités ne réagissent. Exprimant leur mécontentement quant à l'indifférence affichée par les autorités, les victimes se disent déterminées à poursuivre leurs actions de protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications.